



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°21-2019-053

PUBLIÉ LE 23 AOÛT 2019

# Sommaire

## **DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté**

21-2019-08-20-006 - Arrêté n° 06/2019-04 du 20 août 2019 portant subdélégation de signature de Mr Jean RIBEIL (7 pages) Page 3

21-2019-08-22-003 - récépissé déclaration modificative O2 SAP/483468674 (2 pages) Page 11

## **Direction départementale de la protection des populations de la Côte-d'Or**

21-2019-07-31-003 - ARRETE PREFECTORAL DDPP N° 2019 du 31 juillet 2019 relatif à la fermeture de l'activité d'entretien et de vente d'animaux non domestiques exercée par la SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO (3 pages) Page 14

## **Direction Départementale des Territoires**

21-2019-08-20-005 - Arrêté préfectoral n°607 du 20 août 2019 autorisant la commune de SAULON-LA-RUE à instituer une autorisation préalable de changement des locaux destinés à l'habitation (2 pages) Page 18

## **Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or**

21-2019-08-19-001 - Arrêté préfectoral 599 portant réglementation temporaire de la circulation sur l'autoroute A6 entre les PR 299 et 306 dans le sens PARIS/LYON pendant l'opération de grenailage de la voie de droite. (3 pages) Page 21

21-2019-08-19-002 - Arrêté préfectoral n° 600 portant réglementation temporaire de la circulation sur la bretelle A6-PARIS vers A31-DIJON pendant les travaux de remplacement des joints de chaussée sur l'ouvrage (PI) du PR 1+100 (4 pages) Page 25

21-2019-08-20-002 - ARRETE PREFECTORAL n° 609 réglementant la circulation à l'occasion des 48ème Rallye National, 8ème Rallye Véhicules Historiques de Compétition, 5ème Rallye Véhicules Historiques de Régularité Sportive et 2ème Rallye Loisir Tourisme de Régularité Sportive d'AUTUN SUD MORVAN les vendredi 23, samedi 24 et dimanche 25 août 2019. (3 pages) Page 30

21-2019-08-20-004 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 612 portant réglementation permanente de la circulation pour l'exploitation des chantiers courants sur les autoroutes concédées à APRR dans le département de la Côte-d'Or (7 pages) Page 34

21-2019-08-20-001 - Arrêté préfectoral n°606 du 20 août 2019 portant création et autorisation d'exploiter la station de traitement des eaux usées sur le territoire de la commune de CHEVANNES (6 pages) Page 42

## **Préfecture de la Côte-d'Or**

21-2019-08-20-003 - Arrêté fixant la liste des communes rurales du département de la Côte d'Or pour l'année 2019 (16 pages) Page 49

21-2019-08-22-001 - Arrêté préfectoral n°613 du 22 août 2019 portant interdiction de la tenue, au centre-ville de toute manifestation non déclarée du samedi 23 août 2019 à 8 heures au lundi 26 août 2019 à 8 heures. (2 pages) Page 66

21-2019-08-22-002 - périmètre d'interdiction relatif a l'arrêté préfectoral n°613 du 22 août 2019 (1 page) Page 69

DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté

21-2019-08-20-006

Arrêté n° 06/2019-04 du 20 août 2019 portant  
subdélégation de signature de Mr Jean RIBEIL

*Subdélégation de signature dans les limites du ressort territorial*



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

**ARRETE N° 06/2019-04 du 20 août 2019**

**portant subdélégation de signature de M. Jean RIBEIL,  
directeur régional des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi de  
Bourgogne-Franche-Comté**

**UD 21 DIRECCTE BFC**

Vu le code de commerce ;  
Vu le code de la consommation ;  
Vu le code des marchés publics ;  
Vu le code du travail ;  
Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi du 04 juillet 1837 relative aux poids et mesures ;  
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;  
Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;  
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu le décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;  
Vu le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de déconcentration ;  
Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°16.01 BAG du 4 janvier 2016 portant organisation de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne-Franche-Comté ;  
Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant nomination de M. Jean RIBEIL, en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bourgogne-Franche-Comté ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 396/SG du 22 mai 2018 donnant délégation de signature à M. Jean RIBEIL, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu l'arrêté du 16 novembre 2015 portant nomination de Mme Anne BAILBE, responsable de l'unité territoriale de la Côte d'Or ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 2016 portant nomination de Mme Murielle LIZZI, responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE de Bourgogne-Franche-Comté ;

### **Article 1**

Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de signer, dans les limites du ressort territorial relevant de leurs compétences, l'ensemble des décisions, actes administratifs et correspondances relatifs aux champs du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social figurant en annexe du présent arrêté.

#### Unité départementale de la Côte d'Or

Anne BAILBE, responsable de l'unité départementale de la Côte d'Or,

Françoise JACROT, responsable du pôle 3E

Pierre GASSER et Marie THIRION, responsables des unités de contrôle

Angèle AUTIER, responsable du service appui juridique au Pôle T

### **Article 2**

Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de signer tous les actes relatifs à l'agrément des organismes pour l'installation, la réparation et le contrôle en service des instruments de mesure, ainsi que tous les actes relatifs :

- au maintien des dispenses accordées en application de l'article 62.3 de l'arrêté ministériel du 31 décembre 2001 pris pour l'application du décret n°2001-387 du 03 mai 2001 ;
- à l'attribution, à la suspension et au retrait des marques d'identification.
- aux dérogations aux dispositions réglementaires normalement applicables aux instruments de mesure en application de l'article 41 du décret n° 2001-0387 du 03 mai 2001 ;

Murielle LIZZI, responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie »

Jérôme BEGUET, adjoint au responsable du Pôle C et chef du service Animation/Coordination et appui aux DDI

Thierry MEYER, chef du service Métrologie

### **Article 3**

Dans le cadre de la délégation visée aux articles 1 et 2, demeurent soumis à la signature du Préfet de département :

- La signature des conventions passées au nom de l'Etat avec le département, une ou plusieurs communes, leurs groupements ainsi que leurs établissements publics ;
- Les décisions portant attribution de subventions ou de prêts de l'Etat aux collectivités locales, aux établissements et organismes départementaux, communaux et intercommunaux ;
- Les notifications de ces subventions ou prêts aux collectivités locales, établissements et organismes bénéficiaires ;
- Les correspondances relatives au contrôle de légalité prévu par le titre I de la loi du 2 mars 1982 ;
- Les circulaires aux maires ;
- Les arrêtés ayant un caractère réglementaire ;

- Toutes correspondances adressées aux cabinets ministériels ;
- Toutes correspondances adressées aux présidents des assemblées régionales et départementales ainsi que les réponses aux interventions des parlementaires et des conseillers départementaux lorsqu'elles portent sur les compétences de l'Etat, à l'exception de celles concernant l'inspection du travail.

**Article 4 :**

Les décisions relatives à la présente subdélégation, ainsi que toutes les correspondances ou actes relatifs aux dossiers instruits par le directeur de la DIRECCTE, devront être signés dans les conditions suivantes :

POUR LE PREFET DE DEPARTEMENT  
ET PAR SUBDELEGATION DU DIRECTEUR REGIONAL DE LA DIRECCTE

et pourront comporter, en tant que besoin, soit l'adresse du siège de la DIRECCTE soit l'adresse de l'unité départementale de la DIRECCTE.

**Article 5 :** La présente décision abroge toute décision antérieure.

**Article 6**

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

Fait à Besançon, le 20 août 2019

Le directeur régional des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi  
de Bourgogne-Franche-Comté,

signé Jean RIBEIL

## ANNEXE 1

| N°       | Nature de l'acte   | Code du travail                             |
|----------|--|---|
| <b>A</b> | <b>SALAIRES</b>  |   |
| A-1      | Etablissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux des travailleurs à domicile   | L.7422-2<br>R.7422-1                        |
| A-2      | Fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile  | L.7422-6<br>R.7422-7                        |
| A-3      | Fixation de la valeur des avantages et prestations en nature entrant dans le calcul de l'indemnité de congés payés   | L.3141-23                                   |
| A-4      | Etablissement de la liste des conseillers du salarié   | L.1232-7<br>D.1232-5                        |
| A-5      | Radiation de la liste des conseillers du salarié   | D.1232-12                                   |
| A-6      | Décision en matière de remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers des salariés pour l'exercice de leur mission  | L.1232-11                                   |
| A-7      | Rémunération mensuelle minimale – remboursement à l'employeur de l'allocation complémentaire service aux salariés bénéficiant de la RMM  | L.3232-7 et 8<br>R.3232-3 et 4<br>stagiaire |
| A-8      | Rémunération mensuelle minimale – remboursement direct de la part complémentaire de l'Etat en cas de RJ/LJ   | R.3232-6                                    |
| A-9      | Remboursement au Trésor de la part complémentaire versée par l'Etat au bénéficiaire de la rémunération mensuelle minimale (RMM)  | R.3232-8                                    |
| <b>B</b> | <b>CONGES - REPOS HEBDOMADAIRE</b>   |   |
| B-1      | Dérogations au repos dominical   | L.3132-20 et s.<br>R.3132-16 et s.          |
| <b>C</b> | <b>HEBERGEMENT DE PERSONNEL</b>  |   |
| C-1      | Délivrance de l'accusé de réception de la déclaration d'un employeur d'affectation d'un local à l'hébergement de travailleurs  | Art. 1 Loi n°73-548 du 27/06/1973           |
| <b>D</b> | <b>NEGOCIATION COLLECTIVE</b>  |   |
| D-1      | Accord collectif portant sur la qualification des emplois menacés par les évolutions économiques ou technologiques   | L.2242-15<br>L.2242-16<br>D.2241-3 et 4     |
| <b>E</b> | <b>CONFLITS COLLECTIFS</b>   |   |
| E-1      | Engagement des procédures de conciliation ou de médiation au niveau départemental  | L.2523-2<br>R.2522-14                       |
| <b>F</b> | <b>EMPLOI DES ENFANTS ET JEUNES DE MOINS DE 18 ANS</b>   |   |
| F-1      | Délivrance, retrait des autorisations individuelles d'emploi des enfants dans les spectacles, les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode  | L.7124-1 et s.<br>R.7124-1 et s.            |
| F-2      | Délivrance, renouvellement, suspension, retrait de l'agrément de l'agence de mannequins lui permettant d'engager des enfants   | L.7124-5<br>R.7124-10 et s.                 |
| F-3      | Fixation de la répartition de la rémunération perçue par l'enfant, employé dans les spectacles, les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode, entre ses représentants légaux et le pécule ; autorisation de prélèvement | L.7124-9 et 10                              |
| F-4      | Délivrance, renouvellement, retrait de l'agrément des cafés et brasseries pour employer ou recevoir en stage des jeunes de 16 à 18 ans suivant une formation en alternance   | L.4153-6<br>R.4153-8 et R.4153-12           |
| <b>G</b> | <b>COMITE INTERENTREPRISES DE SANTE ET DE SECURITE AU TRAVAIL</b>  |   |
| G-1      | Mise en place d'un CISSCT dans le périmètre d'un plan de prévision des risques technologiques (décision de mise en place, invitation des   | L.4524-1<br>R.4524-1 à 9                    |

|          |   |   |
|----------|---|---|
|          | membres)  |   |
| <b>H</b> | <b>MEDAILLES DU TRAVAIL</b>   |   |
| H-1      | Décisions d'attribution de la médaille d'honneur du travail   | Décret n°84-591 du 04/07/1984 relatif à la médaille d'honneur du travail                                |
| <b>I</b> | <b>APPRENTISSAGE ET ALTERNANCE</b>  |   |
| I-1      | Décision d'opposition à l'engagement d'apprentis  | L.6225-1 à 3<br>R.6225-4 à R.6225-8   |
| I-2      | Délivrance d'agrément de maître d'apprentissage pour les personnes morales de droit public  | Loi n°92-675 du 17/07/1992<br>Décret n°92-1258 du 30/11/1992  |
| I-3      | Décision d'attribution de retrait d'agrément aux personnes morales de droit public pour l'engagement d'apprentis  | Loi n°92-675 du 17/07/1992<br>Décret n°92-1258 du 30/11/1992  |
| <b>J</b> | <b>MAIN D'ŒUVRE ETRANGERE</b>   |   |
| J-1      | Autorisations de travail  | L.5221-2 et s.<br>R.5221-17   |
| J-2      | Visa de la convention de stage d'un étranger  | R.313-10-1 à 4 du CESEDA  |
| J-3      | Autorisation de placement au pair de stagiaires « aides familiales »  | Accord européen du 21/11/99, circulaire 90.20 du 23/01/99   |
| <b>K</b> | <b>PLACEMENT PRIVE</b>  |   |
| K-1      | Déclaration et contrôle des organismes privés de placement  | R.5324-1  |
| <b>L</b> | <b>EMPLOI</b>   |   |
| L-1      | Attribution d'autorisation d'activité partielle   | L.5122-1<br>R.5122-2 et s.  |
| L-2      | Conventions du Fonds national de l'emploi (FNE)   | L.5123-1 et s.  |
| L-3      | Convention d'appui à l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et convention pour préparer les entreprises à la GPEC | L.5121-3<br>D.5121-11 et s.   |
| L-4      | Exonération des cotisations sociales des indemnités versées dans le cadre d'un accord de GPEC   | D.2241-3 et 4   |
| L-5      | Qualification d'emplois menacés prévue à l'art. L.2242-16   | D.2241-3 et 4   |
| L-6      | Notification d'assujettissement à l'obligation d'une convention de revitalisation   | Art. L.1233-4 à L.1233-89<br>Art. D.1233-38   |
| L-7      | Agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière et de Production (SCOP)  | Loi n°47-1175<br>Loi n°78-763<br>Loi n°92-643<br>Décret n°87-276<br>Décret n°93-455<br>Décret n°93-1231 |

|          |   |   |
|----------|---|---|
| L-8      | Agrément des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC)   | Art.36 loi n°2001-624   |
| L-9      | Diagnostics locaux d'accompagnement   | Décret du 20/02/2002<br>Circ. DGEFP n°2002-53<br>du 10/12/2002 et<br>n°2003-04 du<br>04/03/2003 |
| L-10     | Agrément des comités de bassin d'emploi   | Décret n°2002-790 du 3<br>mai 2002  |
| L-11     | Dispense du remboursement de l'aide financière et du versement des cotisations sociales dont le bénéficiaire a été exonéré, lorsque la perte du contrôle effectif de l'entreprise résulte de la cessation d'activité créée ou reprise, ou de la cession de l'entreprise dans le cadre d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire | R.5141-6  |
| L-12     | Toutes décisions et conventions relatives :<br>Aux contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE)<br>Aux contrats initiative-emploi (CIE)<br>Aux activités d'adultes-relais<br>Aux emplois d'avenir<br>Aux périodes de mise en situation en milieu professionnel   | L.5134-20 et s.<br>L.5134-65 et s.<br>L.5134-100 et s.<br>L.5134-110 et s.<br>L.5135-1          |
| L-13     | Agrément des organismes de services à la personne   | L.7232-1<br>R.7232-1 à 17   |
| L-14     | Déclaration, enregistrement d'activité et retrait de l'enregistrement d'activité de services à la personne  | L.7232-1<br>R.7232-18 et s.   |
| L-15     | Dispositions relatives aux groupements d'employeurs   | D.6325-24   |
| L-16     | Toutes décisions et conventions relatives à l'insertion par l'activité économique   | R.5132- 45 et s.<br>R.5132-11<br>R.5132-27 et s.  |
| L-17     | Toutes décisions relatives aux conventions de promotion de l'emploi incluant les accompagnements des contrats en alternance par les Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)  | Art. D.6325-24<br>Circulaire DGEFP n° 97-08 du 25/04/1997                                       |
| L-18     | Décisions d'admission et de renouvellement dans la Garantie Jeunes  | Décret n° 2013-800 du<br>01/10/2013   |
| L-19     | Décisions de suspension ou de sortie de la Garantie Jeunes  | Décret n° 2013-800 du<br>01/10/2013   |
| L-20     | Attribution, extension, renouvellement et retrait des agréments « entreprise solidaire d'utilité sociale »  | L.3332-17-1<br>D.3332-21-3  |
| L-21     | Sanctions administratives :<br>Recueil et diffusion des informations dans le cadre du refus d'attribution et du remboursement des aides publiques   | L.8272-2<br>D.8272-2 à 6  |
| L-22     | Décision de suivi de la recherche d'emploi  | R.5426-1 et s.  |
| L-23     | Présidence des commissions spécialisées de la CDEI<br>Présidence des commissions et des décisions de la Garantie Jeunes   | R.5112-14 et s.   |
| L-24     | Aides à la création d'entreprise  | R.5141-1 et s.  |
| <b>M</b> | <b>GARANTIE DE RESSOURCES DES TRAVAILLEURS PRIVES D'EMPLOI</b>  |   |
| M-1      | Contrôle de recherche d'emploi  | L.5426-1 et s.<br>R.5426-1 et s.  |

|          |  |   |
|----------|--|---|
| <b>N</b> | <b>FORMATION PROFESSIONNELLE ET CERTIFICATION</b>  |   |
| N-1      | Prise en charge de la rémunération de certains stagiaires de la formation professionnelle  | R.6341-37 et 38   |
| N-2      | Remboursement des rémunérations perçues, par les stagiaires de la formation professionnelle abandonnant, sans motif valable, leur stage de formation | R.6341-45 à 48  |
| N-3      | VAE<br>Recevabilité VAE<br>Gestion des crédits   | Loi n°2002-73<br>Décret n°2002-615<br>Circ. du 27/05/2003 |
| <b>O</b> | <b>OBLIGATION D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPES</b>   |   |
| O-1      | Contrôle des déclarations des employeurs relatives à l'emploi obligatoire des travailleurs handicapés  | L.5212-5 et L.5212-12                                     |
| O-2      | Emission des titres de perception à l'encontre des employeurs défaillants  | R.5212-1 à 11<br>R.5212-19 à 31                           |
| O-3      | Agrément des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement en faveur des travailleurs handicapés  | L.5212-8<br>R.5212-12 à 18                                |
| <b>P</b> | <b>TRAVAILLEURS HANDICAPES</b>   |   |
| P-1      | Subvention d'installation d'un travailleur handicapé   | R.5213-52<br>D.5213-53 à 61                               |
| P-2      | Décision de reconnaissance de la lourdeur du handicap  | Loi n°2005-102<br>Décret n°2006-134                       |
| P-3      | Aides financières en faveur de l'insertion en milieu ordinaire de travail des travailleurs handicapés  | D.5213-54<br>R.5213-33                                    |
| P-4      | Conventionnement d'aide aux postes dans les entreprises adaptées   | Loi du 11/02/2005 et<br>13/02/2006                        |
| P-5      | Représentation au sein des instances de la MDPH (commission exécutive)   | L.146-4 et s. du CASF                                     |

DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté

21-2019-08-22-003

récépissé déclaration modificative O2

SAP/483468674

*déclaration SAP modificative, O2,*

PRÉFÈTE DE LA CÔTE D'OR

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence de la consommation  
du travail et de l'emploi de BOURGOGNE – FRANCHE-COMTÉ**

Unité Départementale de la Côte d'Or

**Pôle 3<sup>E</sup>**

19 bis – 21 Boulevard Voltaire

B.P. 81110

21011 DIJON CEDEX

Affaire suivie par : Robert TOFFOLI

Courriel : robert.toffoli@direccte.gouv.fr

Téléphone : 03.80.45.75.07

Télécopie : 03.80.45.75.20

www.travail-solidarite.gouv.fr

www.economie.gouv.fr

Travail Info Service : 0 821 347 347 (0,12€ TTC/min)

SARL O<sup>2</sup> DIJON

Services Administratifs

15 rue Edgar Brandt

BP 25118

72000 LE MANS

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION MODIFICATIVE**

**d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le n° SAP/483468674**

**Déclaration formulée conformément à  
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Le Préfet de la Région Bourgogne – Franche-Comté, Préfet de la Côte d'Or et par subdélégation du Directeur Régional de la DIRECCTE, la Responsable de l'Unité Départementale de la Côte d'Or,

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu le décret n° 2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises à agrément ou à autorisation dans le cadre du régime commun de la déclaration,

**Constata**

**Qu'une déclaration modificative d'activités de services à la personne a été déposée le 12 juin 2019** auprès de la DIRECCTE - Unité Départementale de la Côte d'Or, par la SARL O<sup>2</sup> DIJON, représentée par Monsieur Jean-Charles CRETIN, pour son établissement situé 3 rue Jean Monnet, 21300 CHENOVE - et enregistrée sous le n° SAP/483468674 pour les activités suivantes, à l'exclusion de toute autre :

**Sur le territoire national, en mode prestataire et mandataire :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers.
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage.
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains ».
- Garde d'enfants de plus de trois ans à domicile.
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) à la condition que la prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile.
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile.
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux courses.
- Livraison de courses à domicile à la condition que la prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile.
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exclusion des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes.
- Maintenance, entretien et vigilance temporaire, à domicile, de la résidence principale et secondaire.
- Assistance administrative à domicile.
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes qui ont besoin temporairement d'une aide personnelle à leur domicile (hors personnes âgées ou handicapées) du domicile au travail, sur le lieu de

- vacances, pour les démarches administratives, à la condition que la prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile.
- Accompagnement des personnes qui ont besoin temporairement d'une aide personnelle (hors personnes âgées ou handicapées) dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante) à la condition que la prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile.
  - Assistance aux personnes qui ont besoin temporairement d'une aide personnelle à leur domicile (hors personnes âgées ou handicapées) incluant garde malade sauf soins.

**Sur le département de la Côte d'Or pour les activités suivantes relevant de l'agrément, en mode prestataire et mandataire (modification) :**

- Garde d'enfants de moins de trois ans à domicile ou d'enfants de moins de dix-huit ans en situation de handicap.
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans ou d'enfants de moins de dix-huit ans en situation de handicap, dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) à la condition que la prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile.

**Sur le département de la Côte d'Or pour les activités relevant de l'autorisation du Conseil Départemental, en mode prestataire uniquement :**

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées et aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux à moins qu'ils ne soient exécutés dans les conditions prévues par l'article L 1111-6-1 du code de la santé publique et du décret n° 99-426 du 27 mai 1999 habilitant certaines catégories de personnes à effectuer des aspirations endo-trachéales.
- Prestation de conduite du véhicule personnel de personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives à la condition que la prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile.
- Accompagnement des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques, dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante) à la condition que la prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif, ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la demande, conformément à l'article R.7232-18 du code du travail.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte d'Or.

Fait à Dijon, le 22 août 2019

Pour le Préfet de Département,  
et par subdélégation du Directeur Régional de la DIRECCTE,

La Responsable de l'Unité Départementale,

SIGNE

Anne BAILBE

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

Direction départementale de la protection des populations  
de la Côte-d'Or

21-2019-07-31-003

ARRETE PREFECTORAL DDPP N° 2019 du 31 juillet  
2019 relatif à la fermeture de l'activité d'entretien et de

*L'entretien et la vente d'animaux non domestiques de la SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO  
au sein de l'établissement LE DOGSTORE*

vente d'animaux non domestiques exercée par la SARL

ANIMAL DISTRIBUTION AND CO



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction départementale  
de la protection des  
populations

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE –  
FRANCHE-COMTE  
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 219/2019/DDPP  
du 31 juillet 2019**

**de fermeture de l'activité d'entretien et de vente d'animaux non domestiques exercée par la  
SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO.**

- VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-1, L. 171-6, L. 171-7, L. 413-1 à L. 413-8, R. 413-1 à R. 413-51 ;
- VU l'arrêté ministériel du 25 octobre 1982 relatif à l'élevage, la garde et la détention d'animaux ;
- VU l'arrêté ministériel du 25 octobre 1995 relatif à la mise en œuvre du contrôle des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques ;
- VU l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997 définissant deux catégories d'établissements, autres que les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée, détenant des animaux d'espèces non domestiques ;
- VU l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;
- VU l'arrêté préfectoral n°018/2019/DDPP du 16 janvier 2019 de mise en demeure de régularisation administrative et portant suspension de l'exposition à la vente et de vente d'animaux non domestiques exercée par la SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO ;
- VU le dossier de demande de certificat de capacité et d'autorisation d'ouverture d'un établissement d'entretien et de vente d'animaux non domestiques déposé par M. Youssef GUILLI, gérant de la SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO, le 2 avril 2019 auprès de mon service ;
- VU le rapport de manquement administratif transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 mai 2019 conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;
- VU le courrier du 20 mai 2019 notifiant à la SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO l'irrecevabilité du dossier de demande de certificat de capacité et d'autorisation d'ouverture déposé le 2 avril 2019 ;
- VU les éléments complémentaires au dossier du 2 avril 2019 de demande de certificat de capacité et d'autorisation d'ouverture déposés auprès de nos services par M. Youssef GUILLI, gérant de la SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO le 12 juin 2019 ;
- VU le courrier du 16 juillet 2019 adressé à M. Youssef GUILLI avec accusé de réception, l'invitant à présenter ses observations sur le projet du présent arrêté ;
- VU l'absence d'observation formulée par M. Youssef GUILLI, responsable de l'exploitation de SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article L171-7 du code de l'environnement, lorsque des installations sont exploitées ou des activités sont réalisées sans autorisation, le Préfet met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation ;

**CONSIDERANT** qu'en application de ce même article L171-7, le Préfet, si la demande d'autorisation est rejetée, ordonne la fermeture des activités ;

**CONSIDERANT** que l'ouverture des établissements se livrant à la vente ou au transit d'animaux non domestiques doit faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par le Préfet et doit répondre à des dispositions garantissant le bien être des animaux, la sécurité de l'exploitant, la sécurité et la tranquillité des tiers, la protection des milieux naturels et la maîtrise des risques sanitaires ;

**CONSIDERANT** que la dite autorisation est liée à l'établissement, et qu'elle ne peut être accordée que sur présentation d'un dossier comportant les pièces mentionnées à l'article R431-13 du code de l'environnement, et notamment le plan des installations, le plan de répartition des espèces non domestiques, ainsi que le certificat de capacité du ou des responsables de l'établissement ;

**CONSIDERANT** que le dossier de demande d'autorisation d'ouverture déposé par M. Youssef GUILLI, gérant de la SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO suite à la mise en demeure du 16 janvier 2019 susvisée, ne comporte pas l'ensemble des pièces mentionnées à l'article R413-3 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la demande d'autorisation ne peut être accordée en l'état, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-7 du code de l'environnement en ordonnant la fermeture des activités de vente de la SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO co-gérée par Monsieur Youssef GUILLI et Mme Amina GUILLI ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or ;

#### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** L'entretien et la vente d'animaux non domestiques de la SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO au sein de l'établissement LE DOGSTORE est fermée à compter de la réception du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** La SARL ANIMAL DISTRIBUTION AND CO est autorisée à céder les animaux non domestiques actuellement détenus dans les 2 mois suivants la notification du présent arrêté et conformément à la législation relative à la détention et au commerce des animaux non domestiques. Elle devra justifier auprès de la DDPP de la destination des animaux.

**ARTICLE 4 :** Dans le cas où l'une des obligations établies aux articles 1et 2 ne serait pas satisfaites des poursuites pénales pourraient être engagées.

**ARTICLE 5 :** Délai et Voie de recours (article R. 514-3-1 du Code de l'Environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (22 rue d'Assas, BP 61611, 21016 DIJON Cedex) dans le délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce délai commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai de quatre mois.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés à l'alinéa précédent.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur départemental de la protection des populations de la Côte-d'Or, le Directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Côte-d'Or.

Fait à Dijon, le 31 juillet 2019

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire Général,

Signé : Christophe MAROT

Direction Départementale des Territoires

21-2019-08-20-005

Arrêté préfectoral n°607 du 20 août 2019 autorisant la  
commune de SAULON-LA-RUE à instituer une  
autorisation préalable de changement des locaux destinés à  
l'habitation



## PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

### Direction départementale des territoires

#### Service Habitat Construction

Affaire suivie par Christel Coulon  
Tél. : 03.80.29.43.49  
Fax : 03.80.29.42.99  
Courriel : christel.coulon@cote-dor.gouv.fr

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté  
Préfet de la Côte-d'Or  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

### **ARRETE PREFECTORAL N°607 autorisant la commune de SAULON-LA-RUE à instituer une autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation**

**VU** le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L 631-7 à L631-9

**VU** la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une république numérique (loi Lemaire) et notamment son article 51, complété par son décret d'application n°2017-678 du 28 avril 2017,

**Considérant** le courrier du 22 juillet 2019 de la commune de SAULON-LA-RUE sollicitant l'institution de l'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation sur son périmètre,

**Sur** proposition de monsieur le directeur départemental des territoires,

### **ARRETE**

**Article 1er :** La commune de SAULON-LA-RUE est autorisée à instituer sur son périmètre une procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation,

**Article 2 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or et monsieur le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Côte-d'Or.

Fait à Dijon, le 20 août 2019

Le préfet,

*Signé*

Bernard SCHMELTZ

57, rue de Mulhouse – BP 53317 – 21033 DIJON Cedex - Tél. : 03 80 29 44 44 – fax : 03 80 29 43 99

<http://www.cote-dor.gouv.fr>

[Accès DDTpar Divia T1 – T2 – L3 – L6 – Station République](#)

Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or

21-2019-08-19-001

Arrêté préfectoral 599 portant réglementation temporaire de la circulation sur l'autoroute A6 entre les PR 299 et 306 dans le sens PARIS/LYON pendant l'opération de grenailage de la voie de droite.



## PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

### **Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or**

**Service de la Sécurité et de l'Éducation Routières**

**Bureau de la Sécurité Routière**

**et de la Gestion de Crise**

Affaire suivie par Philippe MUNIER

Tél. : 03.80.29.44.20.

Courriel : [philippe.munier@cote-dor.gouv.fr](mailto:philippe.munier@cote-dor.gouv.fr)

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté

Préfet de la Côte-d'Or

Officier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 599 portant réglementation temporaire de la circulation sur l'autoroute A6 entre les PR 299 et 306 dans le sens PARIS/LYON pendant l'opération de grenaillement de la voie de droite.**

**VU** le Code de la Route, notamment ses articles R411-8 et R411-25,

**VU** l'Arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**VU** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 modifié,

**VU** la note technique du 14 avril 2016 du Ministère de l'Environnement de l'Énergie et de la Mer, relative à la coordination des chantiers sur le réseau national,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 349 permanent d'exploitation sous chantier courant du 9 août 1996,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 308/SG du 10 mai 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Renaud DURAND, directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or par intérim,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 328 du 17 mai 2019 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires de la Côte-d'Or,

**VU** la note du 3 décembre 2018 du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, ministère chargé des Transports, fixant le calendrier des jours hors chantiers pour l'année 2019,

**VU** la demande et le dossier d'exploitation en date du 29 juillet de Monsieur le Directeur Régional RHONE d'APRR pour les travaux de grenaillement de la voie de droite sur l'autoroute A6 entre les PR 299 et 306,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'assurer la sécurité et la protection des usagers, des agents d'APRR et des entreprises chargées de l'exécution des travaux et de réduire, autant que possible, les entraves à la circulation provoquées par les travaux

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or,

57, rue de Mulhouse – BP 53317 – 21033 DIJON Cedex - Tél. : 03 80 29 44 44 – fax : 03 80 29 43 99

<http://www.cote-dor.gouv.fr>

[Accès DDTpar Divia T1 – T2 – L3 – L6 – Station République](#)

# ARRÊTE

## **Article 1**

Les restrictions générées par les travaux considérés concernent la section de l'autoroute A6 comprise entre les PR 299 et 306 dans le sens PARIS/LYON.

Les travaux de grenailage de la voie de droite entre les PR 299 et 306 dans le sens PARIS/LYON seront réalisés :

- le lundi 2 septembre de 8h à 21h
- le mardi 3 septembre de 8h à 21h

En cas d'intempérie ou de problème technique, un report sera possible semaine 37, selon les dispositions ci-dessous.

## **Article 2**

Pour l'exécution des travaux, les mesures d'exploitation suivantes seront mises en œuvre :

Neutralisation de la Voie de Droite par dispositifs K5a, avec, pour la réalisation de la passe la plus à gauche (au plus près de la voie circulée), positionnement des cônes sur la signalisation horizontale axiale, empiétant sur la voie de gauche et impliquant une voie de circulation de largeur réduite à 3,20m.

## **Article 3**

L'inter distance entre ce chantier et d'autres chantiers de réparation et d'entretien, courant ou non courant, pourra être inférieur à la réglementation en vigueur sans pour autant être inférieure à 3 km.

Le débit à écouler par voie laissée libre à la circulation pourra dépasser 1200 véhicules/heure.

La circulation pourra se faire sur voie de largeur réduite,

En cas de perturbations à la circulation (accidents, incidents, bouchons...) les mesures de gestion de trafic peuvent être mises en œuvre localement par APRR et éventuellement renforcées par des mesures du plan de Gestion de Trafic A6, en accord avec les préfectures concernées et en liaison avec la DIR de Zone et les gestionnaires concernés.

Si les travaux sont annulés ou terminés avant la fin des périodes ci-avant définies, les dispositions du présent arrêté pourront être suspendues et la chaussée rendue aux usagers dans les conditions de circulation du moment.

## **Article 4**

Des mesures d'information des usagers seront prises par le canal :

- de messages sur les Panneaux à Messages Variables (PMV) situés en section courante de l'autoroute,
- de messages sur PMVA situé en entrée des gares de péage,
- de messages sur « Autoroute Info 107.7 »
- du service d'information vocale autoroutier,
- du site internet [www.aprr.fr](http://www.aprr.fr).

## **Article 5**

La Direction Départementale des Territoires de la Côte d'Or devra être avertie à l'avance de la mise en place ou du report et en temps réel de la fin des mesures d'exploitation, ainsi qu'en cas d'événement entraînant une gêne importante à la circulation, particulièrement en cas d'application

du Plan de Gestion de Trafic, et des mesures prises à cet effet.

#### **Article 6**

La signalisation des chantiers devra être conforme aux prescriptions réglementaires, en particulier à celles de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière ( 8ème partie - Signalisation Temporaire ) ainsi qu'aux guides techniques du SETRA subséquents :

- Routes à chaussées séparées – Manuel du Chef de Chantier,
- Choix d'un mode d'exploitation.

La mise en place et le maintien de la signalisation temporaire de ces chantiers seront assurés sous le contrôle et la responsabilité des services d'APRR.

#### **Article 7**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

#### **Article 8**

-Le directeur de Cabinet du préfet de la Côte d'Or,  
- le Commandant de la Région de Gendarmerie de Bourgogne-Franche Comté et du Groupement de Côte d'Or,  
- le Directeur Régional RHONE d'APRR,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Côte d'Or.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information :

- au Directeur Général des Infrastructures des Transports et de la Mer du MTES,
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Côte d'Or,
- au SAMU de Dijon.

A DIJON, le 19 août 2019

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires  
par intérim,

**Signé**

Renaud DURAND

Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or

21-2019-08-19-002

Arrêté préfectoral n° 600 portant réglementation temporaire de la circulation sur la bretelle A6-PARIS vers A31-DIJON pendant les travaux de remplacement des joints de chaussée sur l'ouvrage (PI) du PR 1+100



## PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

### **Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or**

**Service de la Sécurité et de l'Éducation Routières**

**Bureau de la Sécurité Routière**

**et de la Gestion de Crise**

Affaire suivie par Philippe MUNIER

Tél. : 03.80.29.44.20.

Courriel : [philippe.munier@cote-dor.gouv.fr](mailto:philippe.munier@cote-dor.gouv.fr)

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté

Préfet de la Côte-d'Or

Officier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 600 portant réglementation temporaire de la circulation sur la bretelle A6-PARIS vers A31-DIJON pendant les travaux de remplacement des joints de chaussée sur l'ouvrage (PI) du PR 1+100**

**VU** le Code de la Route, notamment ses articles R411-8 et R411-25,

**VU** l'Arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**VU** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 modifié,

**VU** la note technique du 14 avril 2016 du Ministère de l'Environnement de l'Énergie et de la Mer, relative à la coordination des chantiers sur le réseau national,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 349 permanent d'exploitation sous chantier courant du 9 août 1996,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 308/SG du 10 mai 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Renaud DURAND, directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or par intérim,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 328 du 17 mai 2019 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires de la Côte-d'Or,

**VU** la note du 3 décembre 2018 du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, ministère chargé des Transports, fixant le calendrier des jours hors chantiers pour l'année 2019,

**VU** la demande et le dossier d'exploitation en date du 2 août 2019 de Monsieur le Directeur Régional RHONE d'APRR pour les travaux de de remplacement des joints de chaussée sur l'ouvrage (PI) du PR 1+100 sur la bretelle A6-PARIS vers A31-DIJON ,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'assurer la sécurité et la protection des usagers, des agents d'APRR et des entreprises chargées de l'exécution des travaux et de réduire, autant que possible, les entraves à la circulation provoquées par les travaux

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or,

57, rue de Mulhouse – BP 53317 – 21033 DIJON Cedex - Tél. : 03 80 29 44 44 – fax : 03 80 29 43 99

<http://www.cote-dor.gouv.fr>

[Accès DDTpar Divia T1 – T2 – L3 – L6 – Station République](#)

# ARRÊTE

## **Article 1**

Les restrictions générées par les travaux considérés impactent les sections suivantes :

- autoroute A6 comprise entre les PR 301+000 et 302+500 dans le sens PARIS/LYON
- bretelle A6-PARIS vers A31-DIJON entre les PR 0+000 et 1+500

et s'appliqueront du lundi 2 septembre au vendredi 20 septembre 2019.

En cas d'aléas, un report sera possible jusqu'au 27 septembre 2019 (weekend compris), selon les dispositions ci-dessous.

## **Article 2**

Pour l'exécution des travaux, les mesures d'exploitation suivantes seront mises en oeuvre, selon le phasage défini ci-après :

- neutralisation de voie avec ripage de la voie circulée tantôt à gauche, tantôt à droite (de largeur réduite 3,20 m minimum)
- fermeture de la bretelle A6-PARIS vers A31-DIJON pendant une nuit.

La séparation des flux de circulation sera matérialisée par des Séparateurs Modulaires de Voies (SMV).

Le phasage ci-dessous est donné à titre indicatif et est susceptible d'être modifié en fonction de l'avancement du chantier, des conditions météorologiques et/ou des problèmes techniques de chantier :

### ▪ Phase 1 - Travaux sur BAU + Voie de Droite

Du lundi 02 septembre au mercredi 11 septembre, week-end compris : neutralisation de la Voie de Droite du PR 0+000 au PR 1+500 et circulation sur la Voie de gauche de largeur réduite (3,20 m minimum).

### ▪ Phase 2 - Travaux sur Voie de Gauche

Du mercredi 11 septembre au jeudi 19 septembre, week-end compris : neutralisation de la Voie de Gauche puis ripage de la voie circulée à cheval sur Voie de Droite/BAU (largeur normale 3,50 m).

### ▪ Phase 3 - Travaux de finition sur BAU + Voie de Droite + Voie de Gauche

Nuit du jeudi 19 septembre à 21h au vendredi 20 septembre à 5h : fermeture de la bretelle A6-PARIS vers A31-DIJON.

Un report en cas d'aléas est possible sur les nuits du lundi 23 septembre au mardi 24 septembre, du mardi 24 septembre au mercredi 25 septembre, du mercredi 25 septembre au jeudi 26 et du jeudi 26 au vendredi 27 septembre, de 21h à 5h.

Une déviation pour les usagers de l'autoroute A6 en provenance de PARIS et en direction de DIJON et BESANCON sera mise en place par l'itinéraire suivant :

- autoroute A6 en direction de LYON et sortie à la gare de péage de BEAUNE-Sud (n° 24.1 au PR 306+800 sur A6)
- demi-tour dans le carrefour giratoire de la sortie BEAUNE sud de l'autoroute A6
- autoroute A6 depuis la gare de péage de BEAUNE Sud en direction de DIJON et BESANCON puis autoroute A31.

## **Article 3**

Les mesures de police suivantes seront instaurées :

- Circulation au droit des Neutralisations de Voie de Droite (VD) ou Voie de Gauche (VG) de la bretelle A6-PARIS vers A31-DIJON (Phases 1 et 2) : limitation de vitesse à 90km/h du PR 0+000 au PR 1+500.
- Fermeture de la bretelle A6-PARIS vers A31-DIJON (Phase 3) : limitation de vitesse à 110km/h sur l'autoroute A6 sens PARIS/LYON du PR 300+900 au PR 302+500.

#### **Article 4**

- Lors de la mise en place, de la modification, de la maintenance éventuelle et du retrait de la signalisation de chantier, des restrictions complémentaires et des ralentissements de circulation (réalisés avec la présence des Forces de l'Ordre), pourront être imposées de manière à sécuriser les opérations.

Pour les interventions de maintenance, les éventuels ralentissements de circulation pourront être réalisés sans la présence des Forces de l'Ordre, sous réserve de la politique interne APRR.

- L'inter distance entre ce chantier et d'autres chantiers de réparation et d'entretien, courant ou non courant, pourra être inférieur à la réglementation en vigueur, sans pour autant être inférieure à 3 km.

- La circulation pourra se faire sur voie de largeur réduite.

- La circulation pourra se faire sur BAU.

- En cas de perturbations à la circulation (accidents, incidents, bouchons...) des mesures de gestion de trafic pourront être mises en œuvre localement par APRR et pourront être renforcées, par celles du plan PALOMAR Est en accord avec les Préfectures concernées et, le cas échéant, en liaison avec les gestionnaires de voirie compétents.

- Dans le cas où les travaux seraient terminés avant l'échéance annoncée, la remise en circulation normale pourra être anticipée.

#### **Article 5**

Des mesures d'information des usagers seront prises par le canal :

- de messages sur les Panneaux à Messages Variables (PMV) situés en section courante de l'autoroute,
- de messages sur PMVA situé en entrée des gares de péage,
- de messages sur « Autoroute Info 107.7 »
- du service d'information vocale autoroutier,
- du site internet [www.aprr.fr](http://www.aprr.fr).

#### **Article 6**

La signalisation des chantiers devra être conforme aux prescriptions réglementaires, en particulier à celles de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière ( 8ème partie - Signalisation Temporaire ) ainsi qu'aux guides techniques du SETRA subséquents :

- Routes à chaussées séparées – Manuel du Chef de Chantier,
- Choix d'un mode d'exploitation.

La mise en place et le maintien de la signalisation temporaire de ces chantiers seront assurés sous le contrôle et la responsabilité des services d'APRR.

#### **Article 7**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### **Article 8**

-Le directeur de Cabinet du préfet de la Côte d'Or,  
- le Commandant de la Région de Gendarmerie de Bourgogne-Franche Comté et du Groupement de Côte d'Or,  
- le Directeur Régional RHONE d'APRR,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Côte d'Or.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information :

- à M. le Président du Conseil Départemental de Côte d'Or,
- à M. le maire de BEAUNE,
- au Directeur Général des Infrastructures des Transports et de la Mer du MTES,
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Côte d'Or,
- au SAMU de Dijon.

A DIJON, le 19 août 2019

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires  
par intérim,

**Signé**

Renaud DURAND

Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or

21-2019-08-20-002

**ARRETE PREFECTORAL n° 609** réglementant la circulation à l'occasion des 48ème Rallye National, 8ème Rallye Véhicules Historiques de Compétition, 5ème Rallye Véhicules Historiques de Régularité Sportive et 2ème Rallye Loisir Tourisme de Régularité Sportive d'AUTUN SUD MORVAN les vendredi 23, samedi 24 et dimanche 25 août 2019.



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

**Direction départementale des territoires**  
**Service de la sécurité et de l'éducation routière**  
**Bureau de la sécurité routière**  
**et de la gestion de crise**  
Affaire suivie par Isabelle FERREIRA  
Tél. : 03 80 29 44 89  
Courriel : ddt-manifestations-sportives@cote-dor.gouv.fr

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté  
Préfet de la Côte-d'Or  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**ARRETE PREFECTORAL n° 609 réglementant la circulation à l'occasion des 48ème Rallye National, 8ème Rallye Véhicules Historiques de Compétition, 5ème Rallye Véhicules Historiques de Régularité Sportive et 2ème Rallye Loisir Tourisme de Régularité Sportive d'AUTUN SUD MORVAN les vendredi 23, samedi 24 et dimanche 25 août 2019.**

**VU** le code de la route ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**VU** l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière - huitième partie, signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

**VU** la demande déposée le 27 mai 2019 par le président de l'association ASA MORVAN aux fins d'obtenir l'autorisation d'organiser les vendredi 23, samedi 24 et dimanche 25 août 2019 les 48ème Rallye National, 8ème Rallye Véhicules Historiques de Compétition, 5ème Rallye Véhicules Historiques de Régularité Sportive et 2ème Rallye Loisir Tourisme de Régularité Sportive ;

**VU** la visite terrain effectuée le jeudi 20 juin 2019 par les membres de la Commission Départementale de la Sécurité Routière de Côte d'Or - section « épreuves et compétitions sportives » et l'avis favorable de cette même commission réunie le mardi 25 juin 2019 ;

**VU** l'avis favorable du Conseil Départemental de la Côte d'Or en date du 24 juin 2019 et de la direction départementale de la cohésion sociale en date de 17 juin 2019 ;

**VU** l'avis favorable de la commune de VILLIERS EN MORVAN en date du 1er août 2019,

**VU** l'avis favorable de la commune de MENESSAIRE en date du 11 août 2019,

**VU** l'avis favorable de la commune de BARD LE REGULIER en date du 16 août 2019,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, pour des raisons de sécurité publique, de réglementer la circulation lors des épreuves chronométrées des 48ème Rallye National, 8ème Rallye Véhicules Historiques de Compétition, 5ème Rallye Véhicules Historiques de Régularité Sportive et 2ème Rallye Loisir Tourisme de Régularité Sportive les vendredi 23, samedi 24 et dimanche 25 août 2019 sur le territoire des communes de SAVILLY, BARD LE REGULIER, VILLIERS EN MORVAN et MENESSAIRE;

**CONSIDÉRANT** que le Groupement de Gendarmerie de la Nièvre ainsi que le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Nièvre sont compétents sur cette partie du territoire Côte d'Orien ;

**SUR** proposition du directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le samedi 24 août 2019 de 7 h 30 au plus tôt à 21 h 00 au plus tard et le dimanche 25 août 2019, de 7 h 00 au plus tôt à 19 h 30 au plus tard, la circulation générale y compris celle des piétons ainsi que le stationnement, tant sur la chaussée que sur les accotements, seront interdits sur les sections de routes suivantes, en et hors agglomération :

### **Épreuve chronométrée n°1 se déroulant les samedi 25 août et dimanche 26 août 2018 :**

- Voie communale n°4 dite Rue Basse de la limite de la Saône-et-Loire jusqu'au carrefour avec la RD 115 (PR 2+900) dite Grande Rue (Commune de SAVILLY)
- RD 115 dite Grande Rue du PR 2+900 (carrefour avec la VC n°4) jusqu'au carrefour avec le chemin communal « La Barbère » au PR 3+620 (Commune de SAVILLY)
- Chemin communal « La Barbère » du carrefour avec la RD 115 (PR 3+620) jusqu'au carrefour avec la route de Villiers
- Route de Villiers du carrefour avec le chemin communal « La Barbère » et la rue de la Tuilerie ( commune de VILLIERS EN MORVAN) jusqu'au carrefour avec la RD 117 (PR 1+890)
- RD 117 du PR 0+000 (carrefour avec la RD233) au PR 6+430 (commune de BRAZEY EN MORVAN)
- RD 17B du PR 12+370 au PR 12+470 (carrefour avec la RD117) (commune de VILLIERS EN MORVAN)
- Voie communale du carrefour de la RD 117 (PR 1+960) jusqu'au carrefour avec la RD 115 (Rue de Fontainerot et rue de la Croix Amen) (commune de SAVILLY)

### **Épreuve chronométrée n°2 se déroulant les samedi 25 août et dimanche 26 août 2018 :**

- RD 106D du PR 4+204 (limite de la Saône-et-Loire) jusqu'au PR 7+408 (carrefour avec la RD 106 H) (commune de MENESSAIRE)
- RD 106H du PR 0+046 (carrefour avec la RD 106D) au PR 1+949 (limite de la Nièvre) (Commune de MENESSAIRE)

**Article 2**: La signalisation de position et des déviations sera à la charge des organisateurs (mise en place, maintenance et dépose) sous le contrôle des autorités de police compétentes (Conseil départemental et maires des communes).

**Article 3**: Les services de secours pourront en cas de nécessité emprunter les sections des voies interdites figurant à l'article 1<sup>er</sup> dans le sens de circulation de la course.

Les organisateurs devront alors prendre toute disposition, notamment l'arrêt de la course, pour faciliter la progression en toute sécurité des véhicules en question.

**Article 4**: En cas de besoin et préalablement à la réouverture des voies à la circulation publique, un nettoyage de la chaussée devra être réalisé par l'organisateur.

Une attention particulière sera portée aux endroits où des chicanes en bottes de paille auront été installées, afin que tous les résidus de paille soient retirés.

**Article 5** Les services de gendarmerie pourront, en fonction des circonstances, alléger ou renforcer les mesures prévues et prendre toutes initiatives pour faciliter l'écoulement de la circulation.

**Article 6:**

Le Directeur de cabinet du préfet de la Côte-d'Or, le commandant du groupement de gendarmerie départemental de la Côte-d'Or, le directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or, le président du Conseil départemental de la Côte d'Or, les maires des communes de SAVILLY, BARD LE REGULIER, VILLIERS EN MORVAN et MENESSAIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et d'en informer leurs administrés par voie de publication, notamment d'affichage.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte-d'Or.

Copie pour information sera transmise au président de l'association sportive automobile Morvan, à Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de BEAUNE, Monsieur le Préfet de Saône-et-Loire et Monsieur le Préfet de la Nièvre.

Fait à Dijon, le 20 août 2019

Pour le préfet et par délégation,  
Le Directeur de Cabinet

*Signé*

Frédéric SAMPSON

Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or

21-2019-08-20-004

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 612 portant réglementation  
permanente de la circulation pour l'exploitation des  
chantiers courants sur les autoroutes concédées à APRR  
dans le département de la Côte-d'Or**



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

**Direction départementale des territoires**  
**Service de la sécurité et de l'éducation routière**  
Bureau de la sécurité routière et de la gestion des crises

Affaire suivie par Philippe MUNIER  
Tél. : 03 80 29 44 20  
Courriel : ddt-sser-bsrgc@cote-dor.gouv.fr

Le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté  
Préfet de la Côte-d'Or  
Officier de Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National de Mérite

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 612 portant réglementation permanente de la circulation pour l'exploitation des chantiers courants sur les autoroutes concédées à APRR dans le département de la Côte-d'Or**

VU le code de la route, et notamment les articles R411-8 et R411-9,

VU le code de la voirie routière,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi n 83.8 du 7 janvier 1983,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié par arrêtés successifs,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8<sup>ème</sup> partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

VU le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 modifié fixant la liste des routes à grande circulation ;

VU la note technique du 14 avril 2016 du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national,

VU la note du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, chargé des Transports fixant annuellement le calendrier des jours "hors chantiers",

VU l'arrêté préfectoral n° 349 du 9 août 1996 réglementant la circulation au droit des chantiers courants sur les autoroutes exploitées par APRR sur le département de la Côte-d'Or ;

VU la demande des directions régionales PARIS, RHIN et RHÔNE d'APRR ;

VU l'avis favorable de la sous-direction de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé du 18 juin 2019;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de Saône-et-Loire en date 14 juin 2019 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de Côte-d'Or en date du 28 juin 2019 ;

VU l'avis favorable de la commune de CHAGNY en date du 25 juillet 2019 ;

VU l'avis favorable de la commune de BEAUNE en date du 9 août 2019 ;

**CONSIDÉRANT** le caractère constant et répétitif de certains chantiers routiers peu perturbants pour la circulation,

**CONSIDÉRANT** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers et riverains de la voie publique ainsi que celle des personnels APRR et des entreprises chargées de l'exécution des travaux,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réduire autant que possible les entraves à la circulation provoquées par les chantiers,

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Territoires de Côte-d'Or,

## **A R R E T E**

### **Article 1 :**

L'arrêté préfectoral n° 349 d'exploitation sous chantier courant du 9 août 1996 est abrogé.

### **Article 2 :**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables sur les sections autoroutières concédées à APRR et situées dans le département de la Côte-d'Or.

### **Article 3 :**

Les chantiers courants de travaux d'entretien et de réparation, de jour comme de nuit, sont autorisés en permanence sur les sections visées à l'article 2, sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions ci-après.

### **Article 4 :**

Les chantiers ne devront pas entraîner de réduction de capacité pendant les jours dits « hors chantier » au titre de la note ministérielle annuelle, sauf s'ils garantissent l'écoulement normal du trafic et peuvent-être repliés rapidement.

### **Article 5 :**

Les alternats ne devront pas avoir une longueur supérieure à 500 mètres.

Les alternats concernant la partie bidirectionnelle d'une bretelle de diffuseur ne devront pas excéder une durée de 2 jours, ni concerner un trafic par sens supérieur à 200 véh/heure.

Les alternats ne devront pas occasionner de remontée de file sur la bretelle de décélération.

### **Article 6 :**

Les chantiers ne devront pas entraîner de déviation (sauf dispositions de l'article 7).

## **Article 7 - Campagne annuelle d'entretien des diffuseurs :**

➤ Des fermetures nocturnes des diffuseurs de BEAUNE-Nord (n° 24) et BEAUNE-Sud (n° 24.1) sont nécessaires pour permettre l'entretien annuel, tel que :

- Marquage horizontal,
- Fauchage,
- Pontage de fissures ou réparations ponctuelles de chaussée,
- Réparation de dispositifs de retenue
- Réparation de signalisation verticale...

Ces fermetures sont programmées en semaine 12 de chaque année, selon le planning suivant :

- nuit du lundi de 21h à 6h : fermeture totale du diffuseur de BEAUNE-Nord,
- nuit du mardi de 21h à 6h : report sur aléas, sous fermeture du diffuseur de BEAUNE-Nord,
- nuit du mercredi de 21h à 6h : fermeture totale du diffuseur de BEAUNE-Sud,
- nuit du jeudi de 21h à 6h : report sur aléas, sous fermeture du diffuseur de BEAUNE-Sud.

➤ Dans le cas où les travaux seraient terminés avant l'échéance annoncée, la remise en circulation normale du diffuseur pourra être anticipée.

➤ En cas de nécessité opérationnelle, les véhicules de secours pourront emprunter les sections fermées (circulation sur chaussée avec présence de personnel à pieds), après en avoir avisé le PC APRR de GENAY.

➤ Le trafic sera dévié par les itinéraires suivants :

### **▪ Fermeture du diffuseur de BEAUNE-Nord (n° 24)**

▫ Depuis A6-Paris, fermeture de la Sortie n° 24 pour BEAUNE-Centre / St Nicolas : poursuivre sur l'A6 en direction de LYON et prendre la sortie aval n°24.1 pour BEAUNE-Centre / Hospices.

▫ Fermeture de l'accès à l'autoroute A6 en direction de LYON / DIJON / BESANÇON :  
-pour les directions LYON/BESANÇON, rejoindre l'autoroute A6 au niveau de la gare de péage de BEAUNE-Sud via la déviation de BEAUNE (RD 1074),  
-pour la direction DIJON, rejoindre l'autoroute A31 au niveau de la gare de péage de NUIITS-SAINT-GEORGES (n° 1 sur A31), via la RD974.

▫ Depuis A31-DIJON, A36- BESANÇON ou A6-LYON, fermeture de la Sortie n° 24 pour BEAUNE-St Nicolas :

- En provenance de LYON (A6), prendre la Sortie amont n°24.1 pour BEAUNE-Centre / Hospices.
- En provenance de DIJON (A31), prendre la Sortie amont n°1 d'A31 pour NUIITS-SAINT-GEORGES et rejoindre BEAUNE via la RD974.
- En provenance de BESANÇON (A36), suivre la direction LYON par A6 et prendre la Sortie n°24.1 pour BEAUNE-Centre / Hospices.

▫ Fermeture de l'accès à l'autoroute A6 en direction de PARIS : rejoindre l'autoroute A6 au niveau de la gare de péage de BEAUNE-Sud via la déviation de BEAUNE (RD 1074).

▪ Fermeture du diffuseur de BEAUNE-Sud (n° 24.1)

▫ Depuis A31-DIJON, A36- BESANÇON ou A6-Paris, fermeture de la Sortie n° 24.1 pour BEAUNE-Centre / Hospices :

-En provenance de PARIS (A6), prendre la sortie amont n°24 pour BEAUNE-Centre / St Nicolas.

-En provenance de DIJON (A31) ou de BESANÇON (A36) suivre la direction PARIS (par A6) et prendre la sortie n°24 pour BEAUNE-Centre / St Nicolas.

▫ Fermeture de l'accès à l'autoroute A6 en direction de LYON : rejoindre l'autoroute A6 au niveau de la gare de péage de CHALON-Nord par la déviation de BEAUNE (RD 1074), les RD 974 et RD906 via CHAGNY.

▫ Depuis A6-LYON, fermeture de la Sortie n° 24.1 pour BEAUNE-Centre / Hospices : prendre la sortie amont n° 25 pour Chalon-Nord et rejoindre BEAUNE par les D906 via CHAGNY et RD 974.

▫ Fermeture de l'accès à l'autoroute A6 en direction de PARIS / DIJON / BESANÇON : rejoindre l'autoroute A6 au niveau de la gare de péage de BEAUNE-Nord via la déviation de BEAUNE (RD 1074).

**Article 8 :**

Les chantiers ne devront pas entraîner la fermeture d'une aire de service.

Les chantiers pourront entraîner la fermeture d'une aire de repos, sous réserve que :

- la durée de fermeture n'excède pas 48h,

- deux aires consécutives (de services et/ou de repos) ne soient pas fermées simultanément.

**Article 9 :**

Les chantiers ne devront pas entraîner de basculement partiel de la circulation.

Les chantiers pourront entraîner une diminution du nombre de voies circulées ou le basculement total du trafic d'une chaussée sur l'autre, sous réserve que le débit prévisible par voie laissée libre à la circulation ne dépasse pas 1200 véhicules par heure.

**Article 10 :**

La longueur de la zone de restriction de capacité ne devra pas excéder 6 km, sauf pour les chantiers dits à « hauts rendements » visés ci-après.

Dans le cas de deux chantiers établis à l'intérieur de cette zone et distants d'au moins 3 km, il est recommandé de limiter la restriction de capacité aux seules zones de travaux effectifs et donc de rendre à la circulation la ou les voies neutralisées entre les deux zones de chantier.

Pour les chantiers dits à « hauts rendements » et notamment les chantiers de :

- signalisation horizontale,

- fauchage,

- pontage fissures,

- contrôles et relevés de chaussée,

- mesure de visibilité,

la longueur de la zone de restriction de capacité pourra atteindre 10 km et ce pour une durée maximale de 9 h.

### **Article 11 :**

La largeur des voies ne devra pas être réduite, à l'exception des bretelles d'aires, de diffuseurs et d'échangeurs à une voie de circulation.

Sur ces bretelles, la circulation pourra être établie totalement ou partiellement sur la bande d'arrêt d'urgence ou sur la bande dérasée de gauche et ce pour une durée maximale de 24h.

La largeur de voie circulaire ne pourra pas être inférieure à 3 m.

### **Article 12 :**

L'inter distance entre deux chantiers consécutifs organisés sur la même chaussée devra être au minimum de :

- 5 kilomètres si l'un des deux chantiers ne neutralise pas de voie de circulation ;
- 10 kilomètres lorsque au moins l'un des deux chantiers laisse libre deux voies ou plus de circulation ;
- 20 kilomètres lorsque les deux chantiers ne laissent libre qu'une voie de circulation ou si l'un des deux chantiers entraîne un basculement de trafic (quelle que soit la chaussée concernée), l'autre neutralisant au moins une voie de circulation (quelle que soit la chaussée concernée) ;
- 30 kilomètres si les deux chantiers entraînent un basculement de trafic (quelle que soit la chaussée concernée).

Les chantiers sur les bretelles d'aires ainsi que sur les plateformes de péage (diffuseur ou barrière pleine voie) ne sont pas soumis à ces règles d'inter distance.

### **Article 13 :**

Sur les balisages réalisés en signalisation traditionnelle (panneaux de signalisation temporaires), la limitation finale de vitesse est organisée de la manière suivante :

- En cas de neutralisation d'une ou plusieurs voies :
  - lorsqu'il ne reste qu'une voie de circulation sur les sections qui ont au moins 3 voies, elle est inférieure ou égale à 90 km/h si la limitation permanente de vitesse est 130 km/h ;
  - dans les autres cas, elle est au moins inférieure de 20 km/h à la limitation permanente de vitesse.
- Sur les voies de largeur réduite et sur les sections basculées :
  - elle est inférieure ou égale à 90 km/h si la limitation permanente de vitesse est 110 km/h ou 130 km/h ;
  - elle est inférieure ou égale à 70 km/h si la limitation permanente de vitesse est 90 km/h.
- Au droit des basculements de circulation, la limitation finale de vitesse est inférieure ou égale à 70 km/h.

Ces vitesses maximales autorisées pourront être adaptées (à la baisse uniquement) au droit de points singuliers (bretelle d'insertion, accès chantier...).

Une interdiction de dépasser peut être appliquée principalement dans les cas de réduction du nombre de voies ou de la largeur circulaire.

Dans le cas d'un chantier organisé côté gauche de la chaussée (TPC, la ou les voies de gauche), cette interdiction ne s'applique pas aux engins de chantier contraints d'emprunter la voie de circulation la plus à gauche, afin d'accéder à la zone en travaux.

Sur les balisages réalisés par flèche(s) lumineuse(s) KR43, les prescriptions ci-dessus pourront ne pas être mises en œuvre.

**Article 14 :**

Au droit d'un atténuateur de choc implanté en alignement droit, en protection d'une origine de file de Séparateurs Modulaires de Voie, la limitation finale de vitesse est inférieure ou égale à 110 km/h.

Cette disposition s'applique y compris lorsque l'atténuateur est positionné en Bande Dérasée de Gauche, sur la BAU ou en Bande Dérasée de Droite.

**Article 15 :**

Les chantiers seront signalés conformément à la réglementation en vigueur.

La signalisation sera mise en place et maintenue opérationnelle sous la responsabilité des services APRR.

Les différentes dispositions relatives à l'exploitation sous chantier, à la signalisation temporaire et à la sécurité figurent dans le manuel de signalisation temporaire et le manuel des modes opératoires (pose et dépose de la signalisation temporaire) élaborés par APRR.

**Article 16 :**

Les forces de l'ordre seront présentes pour accompagner les services APRR, afin de faire respecter les mesures de police nécessaires à la réalisation des travaux et à la mise en place de la signalisation temporaire (ralentissement, fermeture de section courante ou de bretelles).

En cas d'absence exceptionnelle des forces de l'ordre, les réouvertures des sections ou bretelles fermées à la circulation pourront être réalisées sans l'appui de ces dernières.

Des coupures de circulation inférieures à 15 minutes pourront être programmées. Elles seront nécessairement réalisées sous protection des forces de l'ordre. Ces dernières seront associées au choix des dates et des heures d'intervention (période où le trafic est moindre).

Pour les interventions de maintenance de balisage, les éventuels ralentissements de circulation pourront être réalisés sans la présence des Forces de l'Ordre.

**Article 17 :**

Dans le cas d'évènements aléatoires (panne, accidents, dégradations sur le DPAC, ...) nécessitant de prendre rapidement des mesures de restriction de trafic et/ou impliquant des travaux urgents dont l'exécution ne peut être retardée, des mesures d'exploitation spécifiques, dérogoires aux conditions caractéristiques des chantiers courants, pourront être mises en œuvre sans délai. Les autorités concernées en seront informées.

**Article 18 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 19 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de DIJON dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un recours peut- être déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://ww.telerecours.fr/>

**Article 20 :**

M. le directeur de cabinet de la préfecture de Côte-d'Or,  
M. le commandant du groupement de la gendarmerie départementale de Côte-d'Or,  
M. le Directeur Régional RHÔNE APRR,  
M. le Directeur Régional RHIN APRR,  
M. le Directeur Régional PARIS APRR,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,

dont copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de Côte-d'Or,
- M. le directeur de la sous-direction du réseau routier concédé à Bron,
- M. le président du conseil départemental de Côte-d'Or,
- M. le président du conseil départemental de Saône-et-Loire,
- MM. les maires des communes de BEAUNE et CHAGNY
- M. le général de Corps d'Armée — gouverneur militaire de Metz — commandant la région militaire de défense Nord-Est — Bureau mouvements transports,

Fait à DIJON, le 20 août 2019

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le directeur de cabinet,

*Signé*

Frédéric SAMPSON

Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or

21-2019-08-20-001

Arrêté préfectoral n°606 du 20 août 2019 portant création et autorisation d'exploiter la station de traitement des eaux usées sur le territoire de la commune de CHEVANNES



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

**Direction départementale des territoires**

**Service de l'Eau et des Risques**

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté  
Préfet de la Côte-d'Or  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**ARRETE PREFECTORAL N° 606 PORTANT CREATION ET  
AUTORISATION D'EXPLOITER LA STATION DE TRAITEMENT  
DES EAUX USEES SUR LE TERRITOIRE DE  
LA COMMUNE DE CHEVANNES.**

VU la directive Européenne 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU) ;

VU la directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU la directive 2006/11/CE du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant les normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 relatifs aux procédures d'autorisation ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code de la santé publique ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) RHONE-MEDITERRANEE approuvé le 03 décembre 2015 ;

VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et 372-3 du code des communes ;

VU l'arrêté du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 et l'arrêté du 30 juin 2005, relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 modifié par l'arrêté du 24 août 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 308/SG du 10 mai 2019 donnant délégation de signature à M. Renaud DURAND, directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or, par intérim ;

VU l'arrêté préfectoral n° 328 du 17 mai 2019 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires de la Côte d'Or ;

Vu l'avis favorable de l'Agence Française pour la Biodiversité de Bourgogne (AFB ) du 27 mai 2019 ;

VU l'avis favorable du CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques) du 25 juin 2019

VU l'avis favorable de l'Agence Régionale de Santé ( ARS) de Bourgogne-Franche-Comté du 27 juin 2019 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires de la Côte d'Or du 03 juillet 2019;

CONSIDÉRANT que la création d'une station de traitement des eaux usées de type filtres plantés de roseaux sur le territoire de la commune de CHEVANNES est soumise à autorisation préfectorale ;

CONSIDÉRANT que l'absence de réseau hydraulique superficiel impose l'infiltration dans le sol des rejets de la station de traitement des eaux usées de CHEVANNES ;

CONSIDÉRANT que la possibilité d'infiltration du sol doit faire l'objet d'une étude pédologique, hydrogéologique et environnementale démontrant la possibilité et l'acceptabilité de l'infiltration ;

CONSIDÉRANT que l'avis de l'hydrogéologue préconise la création d'une aire d'infiltration en sortie du système de traitement ;

CONSIDÉRANT que l'infiltration des rejets est soumis à dérogation préfectorale après avis de l'Agence Régionale de Santé ;

CONSIDÉRANT le dossier de déclaration n° 21-2019-00099, enregistré au guichet unique de la police de l'eau à la date du 02 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT l'absence d'incidence du projet suivant le formulaire simplifié d'évaluation d'incidence NATURA 2000 ;

CONSIDÉRANT que le présent arrêté permet de répondre aux exigences issues de la directive «eaux résiduaires urbaines» ;

CONSIDÉRANT que le présent arrêté est compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) RHONE-MEDITERRANEE approuvé le 03 décembre 2015 ;

CONSIDÉRANT que le présent arrêté permet de répondre aux exigences de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif ;

CONSIDÉRANT que, sous réserve du respect des prescriptions définies aux articles ci-après, la création d'une station de traitement des eaux usées de type filtres plantés de roseaux sur le territoire de la commune de CHEVANNES respecte les prescriptions relatives à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau telles que définies à l'article L211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article R.214-12 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or :

## ARRÊTE

### Titre I – AUTORISATION

#### Article 1 – Objet de l'autorisation

La communauté de communes de GEVREY-CHAMBERTIN et de NUIITS-SAINT-GEORGES est bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions définies :

- par l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, modifié par l'arrêté du 24 août 2017.
- par le présent arrêté préfectoral.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée de l'article R.214-1 du code de l'environnement est la suivante :

| <i>Rubrique</i> | <i>Intitulé</i>   | <i>Régime</i> |
|-----------------|---|---------------|
| 2.1.1.0         | Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales:<br><br>2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D). | Déclaration   |

#### Article 2 – Caractéristiques des ouvrages

Le système de traitement est constitué d'un ouvrage épuratoire, de type « filtres plantés de macrophytes », dimensionné pour une capacité de traitement de 250 EH en période normale et 420 EH pour la période vendange soit une charge organique journalière maximale à traiter de 30 kg de DBO5.

Le débit de pointe d'infiltration est de 27 m<sup>3</sup> / heure.

Le réseau de collecte séparatif sera créé concomitamment à la réalisation de la station. Le réseau sera constitué d'une canalisation de Ø 160 mm sous chaussée.

### **La filière de traitement comprend :**

- un dégrilleur automatique d'entrefer 30 mm ;
- un poste de relevage ;
- un ouvrage de chasse ;
- un 1<sup>er</sup> étage de filtration de 375 m<sup>2</sup> divisé en 3 module de 125 m<sup>2</sup> ;
- un second ouvrage de chasse pour alimenter le 2<sup>ème</sup> étage de filtration ;
- un 2<sup>ème</sup> étage de filtration de 200 m<sup>2</sup> divisé en 2 module de 100m<sup>2</sup> ;
- un poste de recirculation de 20m<sup>3</sup>/h pour la période vendange ;
- un canal débit métrique ;
- une aire d'infiltration constituée d'un filtre à sable de 123 m<sup>2</sup> sur une hauteur de 2,5 mètres.

## **Titre II – PRESCRIPTIONS**

### **Article 3 – Réglementation**

La station de traitement des eaux usées de la commune de CHEVANNES et le système de collecte des effluents afférent doivent être exploités dans les conditions fixées par la réglementation nationale en vigueur, en particulier les dispositions de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 24 août 2017, et respecter les prescriptions du présent arrêté.

### **Article 4 – Autosurveillance du système de traitement**

#### File eau :

Le bénéficiaire met en place une surveillance de la station de traitement des eaux usées, en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité.

Le bénéficiaire doit réaliser 1 **bilan tous les 2 ans**, qu'il transmet le mois N+1 à l'Agence de l'Eau et au bureau Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires de Côte-d'Or. Ces bilans présentent les résultats d'analyse de l'effluent en entrée et en sortie de station de traitement pour les paramètres suivant : pH, débit, T°, MES, DBO5, DCO, NH4 , NTK, NO2 , NO3 , Ptot.

#### File boues :

Une quantité de matières sèches des boues produites doit être transmise annuellement. Pour les stations de traitement des eaux usées de capacité nominale inférieure à 60 kg/j de DBO5, les quantités de boues peuvent être estimées.

La consommation d'énergie doit également être déterminée.

Les informations d'auto-surveillance sont communiquées à l'Agence de l'Eau et au bureau Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires de Côte-d'Or au format SANDRE.

### **Article 5 – Normes de rejet**

Les performances minimales à respecter en concentration ou en rendement sont les suivantes :

| Paramètre                | pH                     | T°     | MES     | DBO5    | DCO      |
|--------------------------|------------------------|--------|---------|---------|----------|
| Valeur maximale de rejet | Compris entre 6 et 8,5 | < 25°C | /       | 35 mg/L | 200 mg/L |
| Rendement minimal        | /                      | /      | 50%     | 60%     | 60%      |
| Valeur réhibitoire       | /                      | /      | 85 mg/L | 70 mg/L | 400 mg/L |

La conformité vis-à-vis des volumes déversés est déterminée à travers le débit de référence qui correspond au percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées.

Les normes de rejet ont été fixées afin de ne pas dégrader la masse d'eau réceptrice : dans le cas contraire, des prescriptions complémentaires pourront être définies.

### **Article 6 : règles d'exploitations**

Le maître d'ouvrage doit définir, programmer et mettre en œuvre les actions nécessaires pour :

- maintenir le bon fonctionnement du système d'assainissement et sa conformité réglementaire.
- identifier et localiser les phénomènes à l'origine de déversements direct au milieu en temps de pluie.
- évaluer l'impact de ces rejets sur le milieu récepteur et les performances épuratoires de la station de traitement des eaux usées.

Le maître d'ouvrage tient à jour un registre mentionnant les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier et les procédures à observer par le personnel de maintenance.

### **Article 7 – Production documentaire**

L'ensemble des documents cités dans le présent article doivent être transmis aux services de contrôle (Agence de l'Eau et Police de l'Eau).

#### - analyse des risques de défaillance

Avant leur mise en service, les stations de traitement des eaux usées de capacité nominale supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO5 font l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles.

#### - Cahier de vie du système d'assainissement :

Le maître d'ouvrage du système de collecte et de la station de traitement rédige et tient à jour un cahier de vie.

#### - Bilan de fonctionnement :

Le maître d'ouvrage adresse, avant le premier mars de l'année N+1, au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau, le bilan de fonctionnement du système d'assainissement de l'année précédente.

#### - Diagnostic du système d'assainissement :

En application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, le maître d'ouvrage établit, suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées.

Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement. Il est suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels

#### - Plans :

Les plans de récolement du système d'assainissement seront à transmettre dès la réception des travaux.

### **Titre III – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 8 – Conformité au dossier et modifications**

Les installations faisant l'objet de cette d'autorisation doivent être exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation de travaux ou à l'aménagement en résultant doit être portée à la connaissance du préfet.

#### **Article 9 – Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 10 – Voies et délais de recours**

Dans les conditions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas –BP 61916- 21016 Dijon Cedex) par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Il peut être saisi par un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative.

Celui-ci prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

#### **Article 11 – Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise à la communauté de communes de GEVREY-CHAMBERTIN et de NUIITS-SAINT-GEORGES, à la mairie de la commune de CHEVANNES pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un procès-verbal de la commune concernée.

Le présent arrêté préfectoral sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la Côte-d'Or pendant une durée d'au moins un an et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte-d'Or.

#### **Article 12 – Exécution**

Le directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or, le Président de la communauté de communes de GEVREY-CHAMBERTIN et de NUIITS-SAINT-GEORGES, le maire de la commune de CHEVANNES sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté.

A DIJON, le 20 août 2019

Le chef du bureau police de l'eau

Signé : Guillaume BROCCQUET

Préfecture de la Côte-d'Or

21-2019-08-20-003

Arrêté fixant la liste des communes rurales du département  
de la Côte d'Or pour l'année 2019



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LÉGALITÉ**

BUREAU DES FINANCES LOCALES

Affaire suivie par Claire BROUSSE  
Tél. : 03.80.44.66.65  
pref-bfl@cote-dor.gouv.fr

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté  
Préfet de la Côte-d'Or

Officier de l'Ordre National du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

**ARRETE FIXANT LA LISTE DES COMMUNES RURALES  
DU DEPARTEMENT DE LA COTE-D'OR POUR L'ANNEE 2019**

**VU** l'article D 3334-8-1 du code général des collectivités territoriales définissant les communes rurales de métropole ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de Côte-d'Or ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les communes dont les noms figurent sur l'état annexé au présent arrêté sont considérées comme rurales au sens du code général des collectivités territoriales pour l'année 2019.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au directeur régional des finances publiques de la Bourgogne Franche-Comté et de la Côte-d'Or, au président du conseil départemental de la Côte-d'Or ainsi qu'aux sous-préfets de Beaune et de Montbard.

Fait à Dijon, le 20 août 2019

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Signé : Christophe MAROT



| Code département de la commune | Code INSEE | Nom commune           |
|--------------------------------|------------|-----------------------|
| 21                             | 21001      | AGENCOURT             |
| 21                             | 21002      | AGEY                  |
| 21                             | 21003      | AHUY                  |
| 21                             | 21004      | AIGNAY-LE-DUC         |
| 21                             | 21005      | AISEREY               |
| 21                             | 21006      | AISEY-SUR-SEINE       |
| 21                             | 21007      | AISY-SOUS-THIL        |
| 21                             | 21008      | ALISE-SAINTE-REINE    |
| 21                             | 21009      | ALLEREY               |
| 21                             | 21010      | ALOXE-CORTON          |
| 21                             | 21011      | AMPILLY-LES-BORDES    |
| 21                             | 21012      | AMPILLY-LE-SEC        |
| 21                             | 21013      | ANCEY                 |
| 21                             | 21014      | ANTHEUIL              |
| 21                             | 21015      | ANTIGNY-LA-VILLE      |
| 21                             | 21016      | ARCEAU                |
| 21                             | 21017      | ARCENANT              |
| 21                             | 21018      | ARCEY                 |
| 21                             | 21020      | ARCONCEY              |
| 21                             | 21021      | ARC-SUR-TILLE         |
| 21                             | 21022      | ARGILLY               |
| 21                             | 21023      | ARNAY-LE-DUC          |
| 21                             | 21024      | ARNAY-SOUS-VITTEAUX   |
| 21                             | 21025      | ARRANS                |
| 21                             | 21026      | ASNIERES-EN-MONTAGNE  |
| 21                             | 21027      | ASNIERES-LES-DIJON    |
| 21                             | 21028      | ATHEE                 |
| 21                             | 21029      | ATHIE                 |
| 21                             | 21030      | AUBAINE               |
| 21                             | 21031      | AUBIGNY-EN-PLAINE     |
| 21                             | 21032      | AUBIGNY-LA-RONCE      |
| 21                             | 21033      | AUBIGNY-LES-SOMBERNON |
| 21                             | 21034      | AUTRICOURT            |
| 21                             | 21035      | AUVILLARS-SUR-SAONE   |
| 21                             | 21036      | AUXANT                |
| 21                             | 21037      | AUXEY-DURESSSES       |
| 21                             | 21039      | AVELANGES             |
| 21                             | 21040      | AVOSNES               |
| 21                             | 21041      | AVOT                  |
| 21                             | 21042      | BAGNOT                |
| 21                             | 21043      | BAIGNEUX-LES-JUIFS    |
| 21                             | 21044      | BALOT                 |
| 21                             | 21045      | BARBIREY-SUR-OUCHE    |
| 21                             | 21046      | BARD-LE-REGULIER      |
| 21                             | 21047      | BARD-LES-EPOISSSES    |
| 21                             | 21048      | BARGES                |
| 21                             | 21049      | BARJON                |
| 21                             | 21050      | BAUBIGNY              |

|    |       |                        |
|----|-------|------------------------|
| 21 | 21051 | BAULME-LA-ROCHE        |
| 21 | 21052 | BEAULIEU               |
| 21 | 21053 | BEAUMONT-SUR-VINGEANNE |
| 21 | 21055 | BEAUNOTTE              |
| 21 | 21056 | BEIRE-LE-CHATEL        |
| 21 | 21057 | BEIRE-LE-FORT          |
| 21 | 21058 | BELAN-SUR-OURCE        |
| 21 | 21059 | BELLEFOND              |
| 21 | 21060 | BELLENEUVE             |
| 21 | 21061 | BELLENOD-SUR-SEINE     |
| 21 | 21062 | BELLENOT-SOUS-POUILLY  |
| 21 | 21063 | BENEUVRE               |
| 21 | 21064 | BENOISEY               |
| 21 | 21065 | BESSEY-EN-CHAUME       |
| 21 | 21066 | BESSEY-LA-COUR         |
| 21 | 21067 | BESSEY-LES-CITEAUX     |
| 21 | 21068 | BEUREY-BAUGUAY         |
| 21 | 21069 | BEURIZOT               |
| 21 | 21070 | BEVY                   |
| 21 | 21071 | BEZE                   |
| 21 | 21072 | BEZOUOTTE              |
| 21 | 21074 | BILLEY                 |
| 21 | 21075 | BILLY-LES-CHANCEAUX    |
| 21 | 21076 | BINGES                 |
| 21 | 21077 | BISSEY-LA-COTE         |
| 21 | 21078 | BISSEY-LA-PIERRE       |
| 21 | 21079 | BLAGNY-SUR-VINGEANNE   |
| 21 | 21080 | BLAISY-BAS             |
| 21 | 21081 | BLAISY-HAUT            |
| 21 | 21082 | BLANCEY                |
| 21 | 21083 | BLANOT                 |
| 21 | 21084 | SOURCE SEINE           |
| 21 | 21085 | BLIGNY-LE-SEC          |
| 21 | 21086 | BLIGNY-LES-BEAUNE      |
| 21 | 21087 | BLIGNY-SUR-OUCHÉ       |
| 21 | 21088 | BONCOURT-LE-BOIS       |
| 21 | 21089 | BONNENCONTRE           |
| 21 | 21090 | BOUDREVILLE            |
| 21 | 21091 | BOUHEY                 |
| 21 | 21092 | BOUILLAND              |
| 21 | 21093 | BOUIX                  |
| 21 | 21094 | BOURBERAIN             |
| 21 | 21095 | BOUSSELANGE            |
| 21 | 21096 | BOUSSENOIS             |
| 21 | 21097 | BOUSSEY                |
| 21 | 21098 | BOUX-SOUS-SALMAISE     |
| 21 | 21099 | BOUZE-LES-BEAUNE       |
| 21 | 21100 | BRAIN                  |
| 21 | 21101 | BRAUX                  |
| 21 | 21102 | BRAZEY-EN-MORVAN       |
| 21 | 21103 | BRAZEY-EN-PLAINE       |

|    |       |                           |
|----|-------|---------------------------|
| 21 | 21104 | BREMUR-ET-VAUROIS         |
| 21 | 21105 | BRESSEY-SUR-TILLE         |
| 21 | 21106 | BRETENIERE                |
| 21 | 21107 | BRETIGNY                  |
| 21 | 21108 | BRIANNY                   |
| 21 | 21109 | BRION-SUR-OURCE           |
| 21 | 21110 | BROCHON                   |
| 21 | 21111 | BROGNON                   |
| 21 | 21112 | BROIN                     |
| 21 | 21113 | BROINDON                  |
| 21 | 21114 | BUFFON                    |
| 21 | 21115 | BUNCEY                    |
| 21 | 21116 | BURE-LES-TEMPLIERS        |
| 21 | 21117 | BUSSEAUT                  |
| 21 | 21118 | BUSSEROTTE-ET-MONTENAILLE |
| 21 | 21119 | BUSSIERES                 |
| 21 | 21120 | BUSSIERE-SUR-OUCHÉ        |
| 21 | 21121 | BUSSY-LA-PESLE            |
| 21 | 21122 | BUSSY-LE-GRAND            |
| 21 | 21123 | BUXEROLLES                |
| 21 | 21124 | CENSEREY                  |
| 21 | 21125 | CERILLY                   |
| 21 | 21126 | CESSEY-SUR-TILLE          |
| 21 | 21127 | CHAIGNAY                  |
| 21 | 21128 | CHAILLY-SUR-ARMANCON      |
| 21 | 21129 | CHAMBAIN                  |
| 21 | 21130 | CHAMBEIRE                 |
| 21 | 21131 | CHAMBLANC                 |
| 21 | 21132 | CHAMBOEUF                 |
| 21 | 21133 | CHAMBOLLE-MUSIGNY         |
| 21 | 21134 | CHAMESSON                 |
| 21 | 21135 | CHAMPAGNE-SUR-VINGEANNE   |
| 21 | 21136 | CHAMPAGNY                 |
| 21 | 21137 | CHAMP-D'OISEAU            |
| 21 | 21138 | CHAMPDOTRE                |
| 21 | 21139 | CHAMPEAU-EN-MORVAN        |
| 21 | 21140 | CHAMPIGNOLLES             |
| 21 | 21141 | CHAMPRENAULT              |
| 21 | 21142 | CHANCEAUX                 |
| 21 | 21143 | CHANNAY                   |
| 21 | 21144 | CHARENCEY                 |
| 21 | 21145 | CHARIGNY                  |
| 21 | 21146 | CHARMES                   |
| 21 | 21147 | CHARNY                    |
| 21 | 21148 | CHARREY-SUR-SAONE         |
| 21 | 21149 | CHARREY-SUR-SEINE         |
| 21 | 21150 | CHASSAGNE-MONTRACHET      |
| 21 | 21151 | CHASSEY                   |
| 21 | 21152 | CHATEAUNEUF               |
| 21 | 21153 | CHATELLENOT               |
| 21 | 21155 | CHAUDENAY-LA-VILLE        |

|    |       |                         |
|----|-------|-------------------------|
| 21 | 21156 | CHAUDENAY-LE-CHATEAU    |
| 21 | 21157 | CHAUGEY                 |
| 21 | 21158 | CHAUME-ET-COURCHAMP     |
| 21 | 21159 | CHAUME                  |
| 21 | 21160 | CHAUME-LES-BAIGNEUX     |
| 21 | 21161 | CHAUMONT-LE-BOIS        |
| 21 | 21162 | CHAUX                   |
| 21 | 21163 | CHAZEUIL                |
| 21 | 21164 | CHAZILLY                |
| 21 | 21165 | CHEMIN-D'AISEY          |
| 21 | 21167 | CHEUGE                  |
| 21 | 21168 | CHEVANNAY               |
| 21 | 21169 | CHEVANNES               |
| 21 | 21170 | CHEVIGNY-EN-VALIERE     |
| 21 | 21172 | CHIVRES                 |
| 21 | 21173 | CHOREY                  |
| 21 | 21175 | CIREY-LES-PONTAILLER    |
| 21 | 21176 | CIVRY-EN-MONTAGNE       |
| 21 | 21177 | CLAMEREY                |
| 21 | 21178 | VALFORËT                |
| 21 | 21179 | CLENAY                  |
| 21 | 21180 | CLERY                   |
| 21 | 21181 | CLOMOT                  |
| 21 | 21182 | COLLONGES-LES-BEVY      |
| 21 | 21183 | COLLONGES-LES-PREMIERES |
| 21 | 21184 | COLOMBIER               |
| 21 | 21185 | COMBERTAULT             |
| 21 | 21186 | COMBLANCHIEN            |
| 21 | 21187 | COMMARIN                |
| 21 | 21189 | CORBERON                |
| 21 | 21190 | CORCELLES-LES-ARTS      |
| 21 | 21191 | CORCELLES-LES-CITEAUX   |
| 21 | 21192 | CORCELLES-LES-MONTS     |
| 21 | 21193 | CORGENGOUX              |
| 21 | 21194 | CORGOLOIN               |
| 21 | 21195 | CORMOT-VAUCHIGNON       |
| 21 | 21196 | CORPEAU                 |
| 21 | 21197 | CORPOYER-LA-CHAPELLE    |
| 21 | 21198 | CORROMBLES              |
| 21 | 21199 | CORSAINT                |
| 21 | 21200 | COUCHEY                 |
| 21 | 21201 | COULMIER-LE-SEC         |
| 21 | 21202 | COURBAN                 |
| 21 | 21203 | COURCELLES-FREMOY       |
| 21 | 21204 | COURCELLES-LES-MONTBARD |
| 21 | 21205 | COURCELLES-LES-SEMUR    |
| 21 | 21207 | CURLON                  |
| 21 | 21208 | COURTIVRON              |
| 21 | 21209 | COUTERNON               |
| 21 | 21210 | CREANCEY                |
| 21 | 21211 | CRECEY-SUR-TILLE        |

|    |       |                       |
|----|-------|-----------------------|
| 21 | 21212 | CREPAND               |
| 21 | 21213 | CRIMOLOIS             |
| 21 | 21214 | CRUGEY                |
| 21 | 21215 | CUISEREY              |
| 21 | 21216 | CULETRE               |
| 21 | 21217 | CURLEY                |
| 21 | 21218 | CURTIL-SAINT-SEINE    |
| 21 | 21219 | CURTIL-VERGY          |
| 21 | 21220 | CUSSEY-LES-FORGES     |
| 21 | 21221 | CUSSY-LA-COLONNE      |
| 21 | 21222 | CUSSY-LE-CHATEL       |
| 21 | 21223 | DAIX                  |
| 21 | 21224 | DAMPIERRE-EN-MONTAGNE |
| 21 | 21225 | DAMPIERRE-ET-FLEE     |
| 21 | 21226 | DARCEY                |
| 21 | 21227 | DAROIS                |
| 21 | 21228 | DETAIN-ET-BRUANT      |
| 21 | 21229 | DIANCEY               |
| 21 | 21230 | DIENAY                |
| 21 | 21232 | DOMPIERRE-EN-MORVAN   |
| 21 | 21233 | DRAMBON               |
| 21 | 21234 | DREE                  |
| 21 | 21235 | DUESME                |
| 21 | 21236 | EBATY                 |
| 21 | 21237 | ECHALOT               |
| 21 | 21238 | ECHANNAY              |
| 21 | 21239 | ECHENON               |
| 21 | 21240 | ECHEVANNES            |
| 21 | 21241 | ECHEVRONNE            |
| 21 | 21242 | ECHIGEY               |
| 21 | 21243 | ECUTIGNY              |
| 21 | 21244 | EGUILLY               |
| 21 | 21245 | EPAGNY                |
| 21 | 21246 | EPERNAY-SOUS-GEVREY   |
| 21 | 21247 | EPOISSES              |
| 21 | 21248 | ERINGES               |
| 21 | 21249 | ESBARRES              |
| 21 | 21250 | ESSAROIS              |
| 21 | 21251 | ESSEY                 |
| 21 | 21252 | ETAIS                 |
| 21 | 21253 | ETALANTE              |
| 21 | 21254 | ETANG-VERGY           |
| 21 | 21255 | ETAULES               |
| 21 | 21256 | ETEVAUX               |
| 21 | 21257 | ETORMAY               |
| 21 | 21258 | ETROCHEY              |
| 21 | 21259 | FAIN-LES-MONTBARD     |
| 21 | 21260 | FAIN-LES-MOUTIERS     |
| 21 | 21261 | FAUVERNEY             |
| 21 | 21262 | FAVEROLLES-LES-LUCEY  |
| 21 | 21263 | FENAY                 |

|    |       |                             |
|----|-------|-----------------------------|
| 21 | 21264 | FETE                        |
| 21 | 21265 | FIXIN                       |
| 21 | 21266 | FLACEY                      |
| 21 | 21267 | FLAGEY-ECHEZEAUX            |
| 21 | 21268 | FLAGEY-LES-AUXONNE          |
| 21 | 21269 | FLAMMERANS                  |
| 21 | 21270 | FLAVIGNEROT                 |
| 21 | 21271 | FLAVIGNY-SUR-OZERAIN        |
| 21 | 21272 | LE VAL-LARREY               |
| 21 | 21273 | FLEUREY-SUR-OUCHÉ           |
| 21 | 21274 | FOISSY                      |
| 21 | 21275 | FONCEGRIVE                  |
| 21 | 21276 | FONTAINES-EN-DUESMOIS       |
| 21 | 21277 | FONTAINE-FRANCAISE          |
| 21 | 21279 | FONTAINES-LES-SECHES        |
| 21 | 21280 | FONTANGY                    |
| 21 | 21281 | FONTENELLE                  |
| 21 | 21282 | FORLEANS                    |
| 21 | 21283 | FRAIGNOT-ET-VESVROTTE       |
| 21 | 21284 | FRANCHEVILLE                |
| 21 | 21285 | FRANXAULT                   |
| 21 | 21286 | FRENOIS                     |
| 21 | 21287 | FRESNES                     |
| 21 | 21288 | FROLOIS                     |
| 21 | 21289 | FUSSEY                      |
| 21 | 21290 | GEMEAUX                     |
| 21 | 21291 | GENAY                       |
| 21 | 21293 | GERGUEIL                    |
| 21 | 21294 | GERLAND                     |
| 21 | 21295 | GEVREY-CHAMBERTIN           |
| 21 | 21296 | GEVROLLES                   |
| 21 | 21297 | GILLY-LES-CITEAUX           |
| 21 | 21298 | GISSEY-LE-VIEIL             |
| 21 | 21299 | GISSEY-SOUS-FLAVIGNY        |
| 21 | 21300 | GISSEY-SUR-OUCHÉ            |
| 21 | 21301 | GLANON                      |
| 21 | 21302 | GOMMEVILLE                  |
| 21 | 21303 | GOULLES                     |
| 21 | 21304 | GRANCEY-LE-CHATEAU-NEUVILLE |
| 21 | 21305 | GRANCEY-SUR-OURCE           |
| 21 | 21306 | GRENANT-LES-SOMBERNON       |
| 21 | 21307 | GRESIGNY-SAINTE-REINE       |
| 21 | 21308 | GRIGNON                     |
| 21 | 21309 | GRISELLES                   |
| 21 | 21310 | GROSBOIS-EN-MONTAGNE        |
| 21 | 21311 | GROSBOIS-LES-TICHEY         |
| 21 | 21312 | GURGY-LA-VILLE              |
| 21 | 21313 | GURGY-LE-CHATEAU            |
| 21 | 21314 | HAUTEROCHE                  |
| 21 | 21315 | HAUTEVILLE-LES-DIJON        |
| 21 | 21316 | HEUILLEY-SUR-SAONE          |

|    |       |                         |
|----|-------|-------------------------|
| 21 | 21319 | IZEURE                  |
| 21 | 21320 | IZIER                   |
| 21 | 21321 | JAILLY-LES-MOULINS      |
| 21 | 21322 | JALLANGES               |
| 21 | 21323 | JANCIGNY                |
| 21 | 21324 | JEUX-LES-BARD           |
| 21 | 21325 | JOUEY                   |
| 21 | 21326 | JOURS-LES-BAIGNEUX      |
| 21 | 21327 | VAL-MONT                |
| 21 | 21328 | JUILLENAY               |
| 21 | 21329 | JUILLY                  |
| 21 | 21330 | LABERGEMENT-FOIGNEY     |
| 21 | 21331 | LABERGEMENT-LES-AUXONNE |
| 21 | 21332 | LABERGEMENT-LES-SEURRE  |
| 21 | 21333 | LABRUYERE               |
| 21 | 21334 | LACANCHE                |
| 21 | 21335 | LACOUR-D'ARCENAY        |
| 21 | 21336 | LAIGNES                 |
| 21 | 21337 | LAMARCHE-SUR-SAONE      |
| 21 | 21338 | LAMARGELLE              |
| 21 | 21339 | LANTENAY                |
| 21 | 21340 | LANTHES                 |
| 21 | 21341 | LANTILLY                |
| 21 | 21342 | LAPERRIERE-SUR-SAONE    |
| 21 | 21343 | LARREY                  |
| 21 | 21344 | LECHATELET              |
| 21 | 21345 | LERY                    |
| 21 | 21346 | LEUGLAY                 |
| 21 | 21347 | LEVERNOIS               |
| 21 | 21348 | LICEY-SUR-VINGEANNE     |
| 21 | 21349 | LIERNAIS                |
| 21 | 21350 | LIGNEROLLES             |
| 21 | 21351 | LONGCHAMP               |
| 21 | 21352 | LONGEAULT-PLUVALT       |
| 21 | 21353 | LONGECOURT-EN-PLAINE    |
| 21 | 21354 | LONGECOURT-LES-CULETRE  |
| 21 | 21356 | LOSNE                   |
| 21 | 21357 | LOUESME                 |
| 21 | 21358 | LUCENAY-LE-DUC          |
| 21 | 21359 | LUCEY                   |
| 21 | 21360 | LUSIGNY-SUR-OUCHÉ       |
| 21 | 21361 | LUX                     |
| 21 | 21362 | MACONGE                 |
| 21 | 21363 | MAGNIEN                 |
| 21 | 21364 | MAGNY-LAMBERT           |
| 21 | 21365 | MAGNY-LA-VILLE          |
| 21 | 21366 | MAGNY-LES-AUBIGNY       |
| 21 | 21367 | MAGNY-MONTARLOT         |
| 21 | 21368 | MAGNY-LES-VILLERS       |
| 21 | 21369 | MAGNY-SAINT-MEDARD      |
| 21 | 21370 | MAGNY-SUR-TILLE         |

|    |       |                       |
|----|-------|-----------------------|
| 21 | 21371 | MAILLYS               |
| 21 | 21372 | MAISEY-LE-DUC         |
| 21 | 21373 | MALAIN                |
| 21 | 21374 | MALIGNY               |
| 21 | 21375 | MANLAY                |
| 21 | 21376 | MARANDEUIL            |
| 21 | 21377 | MARCELLOIS            |
| 21 | 21378 | MARCENAY              |
| 21 | 21379 | MARCHESEUIL           |
| 21 | 21380 | MARCIGNY-SOUS-THIL    |
| 21 | 21381 | MARCILLY-ET-DRACY     |
| 21 | 21382 | MARCILLY-OGNY         |
| 21 | 21383 | MARCILLY-SUR-TILLE    |
| 21 | 21384 | MAREY-LES-FUSSEY      |
| 21 | 21385 | MAREY-SUR-TILLE       |
| 21 | 21386 | MARIGNY-LE-CAHOUET    |
| 21 | 21387 | MARIGNY-LES-REULLEE   |
| 21 | 21388 | MARLIENS              |
| 21 | 21389 | MARMAGNE              |
| 21 | 21391 | MARSANNAY-LE-BOIS     |
| 21 | 21392 | MARTROIS              |
| 21 | 21393 | MASSINGY              |
| 21 | 21394 | MASSINGY-LES-SEMUR    |
| 21 | 21395 | MASSINGY-LES-VITTEAUX |
| 21 | 21396 | MAUVILLY              |
| 21 | 21397 | MAVILLY-MANDELOT      |
| 21 | 21398 | MAXILLY-SUR-SAONE     |
| 21 | 21399 | MEILLY-SUR-ROUVRES    |
| 21 | 21400 | MEIX                  |
| 21 | 21401 | MELOISEY              |
| 21 | 21402 | MENESBLE              |
| 21 | 21403 | MENESSAIRE            |
| 21 | 21404 | MENETREUX-LE-PITOIS   |
| 21 | 21405 | MERCEUIL              |
| 21 | 21406 | MESMONT               |
| 21 | 21407 | MESSANGES             |
| 21 | 21408 | MESSIGNY-ET-VANTOUX   |
| 21 | 21409 | MEUILLEY              |
| 21 | 21410 | MEULSON               |
| 21 | 21411 | MEURSANGES            |
| 21 | 21412 | MEURSAULT             |
| 21 | 21413 | MILLERY               |
| 21 | 21414 | MIMEURE               |
| 21 | 21415 | MINOT                 |
| 21 | 21416 | MIREBEAU-SUR-BEZE     |
| 21 | 21417 | MISSERY               |
| 21 | 21418 | MOITRON               |
| 21 | 21419 | MOLESME               |
| 21 | 21420 | MOLINOT               |
| 21 | 21421 | MOLOY                 |
| 21 | 21422 | MOLPHEY               |

|    |       |  |
|----|-------|--|
| 21 | 21423 | MONTAGNY-LES-BEAUNE                      |
| 21 | 21424 | MONTAGNY-LES-SEURRE                      |
| 21 | 21426 | MONTBERTHAULT                            |
| 21 | 21427 | MONTCEAU-ET-ECHARNANT                    |
| 21 | 21428 | MONTHELIE                                |
| 21 | 21429 | MONTIGNY-MONTFORT                        |
| 21 | 21430 | MONTIGNY-SAINT-BARTHELEMY                |
| 21 | 21431 | MONTIGNY-SUR-ARMANCON                    |
| 21 | 21432 | MONTIGNY-SUR-AUBE                        |
| 21 | 21433 | MONTIGNY-MORNAY-VILLENEUVE-SUR-VINGEANNE |
| 21 | 21434 | MONTLAY-EN-AUXOIS                        |
| 21 | 21435 | MONTLIOT-ET-COURCELLES                   |
| 21 | 21436 | MONTMAIN                                 |
| 21 | 21437 | MONTMANCON                               |
| 21 | 21438 | MONTMOYEN                                |
| 21 | 21439 | MONTOILLOT                               |
| 21 | 21440 | MONTOT                                   |
| 21 | 21441 | MONT-SAINT-JEAN                          |
| 21 | 21442 | MOREY-SAINT-DENIS                        |
| 21 | 21444 | MOSSON                                   |
| 21 | 21445 | MOTTE-TERNANT                            |
| 21 | 21446 | MOUTIERS-SAINT-JEAN                      |
| 21 | 21447 | MUSIGNY                                  |
| 21 | 21448 | MUSSY-LA-FOSSE                           |
| 21 | 21449 | NAN-SOUS-THIL                            |
| 21 | 21450 | NANTOUX                                  |
| 21 | 21451 | NESLE-ET-MASSOULT                        |
| 21 | 21452 | NEUILLY-LES-DIJON                        |
| 21 | 21454 | NICEY                                    |
| 21 | 21455 | NOD-SUR-SEINE                            |
| 21 | 21456 | NOGENT-LES-MONTBARD                      |
| 21 | 21457 | NOIDAN                                   |
| 21 | 21458 | NOIRON-SOUS-GEVREY                       |
| 21 | 21459 | NOIRON-SUR-BEZE                          |
| 21 | 21460 | NOIRON-SUR-SEINE                         |
| 21 | 21461 | NOLAY                                    |
| 21 | 21462 | NORGES-LA-VILLE                          |
| 21 | 21463 | NORMIER                                  |
| 21 | 21465 | OBTREE                                   |
| 21 | 21466 | OIGNY                                    |
| 21 | 21467 | OISILLY                                  |
| 21 | 21468 | ORAIN                                    |
| 21 | 21469 | ORGEUX                                   |
| 21 | 21470 | ORIGNY                                   |
| 21 | 21471 | ORRET                                    |
| 21 | 21472 | ORVILLE                                  |
| 21 | 21473 | OUGES                                    |
| 21 | 21474 | PAGNY-LA-VILLE                           |
| 21 | 21475 | PAGNY-LE-CHATEAU                         |
| 21 | 21476 | PAINBLANC                                |
| 21 | 21477 | PANGES                                   |

|    |       |                                |
|----|-------|--------------------------------|
| 21 | 21478 | PASQUES                        |
| 21 | 21479 | PELLEREY                       |
| 21 | 21480 | PERNAND-VERGELESSES            |
| 21 | 21481 | PERRIGNY-LES-DIJON             |
| 21 | 21482 | PERRIGNY-SUR-L'OGNON           |
| 21 | 21483 | PICHANGES                      |
| 21 | 21484 | PLANAY                         |
| 21 | 21487 | PLUVET                         |
| 21 | 21488 | POINCON-LES-LARREY             |
| 21 | 21489 | POISEUL-LA-GRANGE              |
| 21 | 21490 | POISEUL-LA-VILLE-ET-LAPERRIERE |
| 21 | 21491 | POISEUL-LES-SAULX              |
| 21 | 21492 | POMMARD                        |
| 21 | 21493 | PONCEY-LES-ATHEE               |
| 21 | 21494 | PONCEY-SUR-L'IGNON             |
| 21 | 21495 | PONT                           |
| 21 | 21496 | PONTAILLER-SUR-SAONE           |
| 21 | 21497 | PONT-ET-MASSENE                |
| 21 | 21498 | POSANGES                       |
| 21 | 21499 | POTHIERES                      |
| 21 | 21500 | POUILLENAY                     |
| 21 | 21501 | POUILLY-EN-AUXOIS              |
| 21 | 21502 | POUILLY-SUR-SAONE              |
| 21 | 21503 | POUILLY-SUR-VINGEANNE          |
| 21 | 21504 | PRALON                         |
| 21 | 21505 | PRECY-SOUS-THIL                |
| 21 | 21506 | PREMEAUX-PRISSEY               |
| 21 | 21507 | PREMIERES                      |
| 21 | 21508 | PRENOIS                        |
| 21 | 21510 | PRUSLY-SUR-OURCE               |
| 21 | 21511 | PUITS                          |
| 21 | 21512 | PULIGNY-MONTRACHET             |
| 21 | 21514 | QUEMIGNY-SUR-SEINE             |
| 21 | 21516 | QUINCEROT                      |
| 21 | 21517 | QUINCEY                        |
| 21 | 21518 | QUINCY-LE-VICOMTE              |
| 21 | 21519 | RECEY-SUR-OURCE                |
| 21 | 21520 | REMILLY-EN-MONTAGNE            |
| 21 | 21521 | REMILLY-SUR-TILLE              |
| 21 | 21522 | RENEVE                         |
| 21 | 21523 | REULLE-VERGY                   |
| 21 | 21524 | RIEL-LES-EAUX                  |
| 21 | 21525 | ROCHE-EN-BRENIL                |
| 21 | 21526 | ROCHEFORT                      |
| 21 | 21527 | ROCHEPOT                       |
| 21 | 21528 | ROCHE-VANNEAU                  |
| 21 | 21529 | ROILLY                         |
| 21 | 21530 | ROUGEMONT                      |
| 21 | 21531 | ROUVRAY                        |
| 21 | 21532 | ROUVRES-EN-PLAINE              |
| 21 | 21533 | ROUVRES-SOUS-MEILLY            |

|    |       |                             |
|----|-------|-----------------------------|
| 21 | 21534 | RUFFEY-LES-BEAUNE           |
| 21 | 21535 | RUFFEY-LES-ECHIREY          |
| 21 | 21536 | SACQUENAY                   |
| 21 | 21537 | SAFFRES                     |
| 21 | 21538 | SAINT-ANDEUX                |
| 21 | 21539 | SAINT-ANTHOT                |
| 21 | 21541 | SAINT-AUBIN                 |
| 21 | 21542 | SAINT-BERNARD               |
| 21 | 21543 | SAINT-BROING-LES-MOINES     |
| 21 | 21544 | SAINTE-COLOMBE-EN-AUXOIS    |
| 21 | 21545 | SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE    |
| 21 | 21546 | SAINT-DIDIER                |
| 21 | 21547 | SAINT-EUPHRONE              |
| 21 | 21548 | SAINT-GERMAIN-DE-MODEON     |
| 21 | 21549 | SAINT-GERMAIN-LE-ROCHEUX    |
| 21 | 21550 | SAINT-GERMAIN-LES-SENAILLY  |
| 21 | 21552 | SAINT-HELIER                |
| 21 | 21553 | SAINT-JEAN-DE-BOEUF         |
| 21 | 21554 | SAINT-JEAN-DE-LOSNE         |
| 21 | 21555 | SAINT-JULIEN                |
| 21 | 21556 | SAINT-LEGER-TRIEY           |
| 21 | 21557 | SAINT-MARC-SUR-SEINE        |
| 21 | 21558 | SAINTE-MARIE-LA-BLANCHE     |
| 21 | 21559 | SAINTE-MARIE-SUR-OUCHÉ      |
| 21 | 21560 | SAINT-MARTIN-DE-LA-MER      |
| 21 | 21561 | SAINT-MARTIN-DU-MONT        |
| 21 | 21562 | SAINT-MAURICE-SUR-VINGEANNE |
| 21 | 21563 | SAINT-MESMIN                |
| 21 | 21564 | SAINT-NICOLAS-LES-CITEAUX   |
| 21 | 21565 | SAINT-PHILIBERT             |
| 21 | 21566 | SAINT-PIERRE-EN-VAUX        |
| 21 | 21567 | SAINT-PRIX-LES-ARNAY        |
| 21 | 21568 | SAINT-REMY                  |
| 21 | 21569 | SAINT-ROMAIN                |
| 21 | 21570 | SAINTE-SABINE               |
| 21 | 21571 | SAINT-SAUVEUR               |
| 21 | 21572 | SAINT-SEINE-EN-BACHE        |
| 21 | 21573 | SAINT-SEINE-L'ABBAYE        |
| 21 | 21574 | SAINT-SEINE-SUR-VINGEANNE   |
| 21 | 21575 | SAINT-SYMPHORIEN-SUR-SAONE  |
| 21 | 21576 | SAINT-THIBAULT              |
| 21 | 21577 | SAINT-USAGE                 |
| 21 | 21578 | SAINT-VICTOR-SUR-OUCHÉ      |
| 21 | 21579 | SALIVES                     |
| 21 | 21580 | SALMAISE                    |
| 21 | 21581 | SAMEREY                     |
| 21 | 21582 | SANTENAY                    |
| 21 | 21583 | SANTOSSE                    |
| 21 | 21584 | SAULIEU                     |
| 21 | 21585 | SAULON-LA-CHAPELLE          |
| 21 | 21586 | SAULON-LA-RUE               |

|    |       |                     |
|----|-------|---------------------|
| 21 | 21587 | SAULX-LE-DUC        |
| 21 | 21588 | SAUSSEY             |
| 21 | 21589 | SAUSSY              |
| 21 | 21590 | SAVIGNY-LES-BEAUNE  |
| 21 | 21591 | SAVIGNY-LE-SEC      |
| 21 | 21592 | SAVIGNY-SOUS-MALAIN |
| 21 | 21593 | SAVILLY             |
| 21 | 21594 | SAVOISY             |
| 21 | 21595 | SAVOLLES            |
| 21 | 21596 | SAVOUGES            |
| 21 | 21597 | SEGROIS             |
| 21 | 21598 | SEIGNY              |
| 21 | 21599 | SELONGEY            |
| 21 | 21600 | SEMAREY             |
| 21 | 21601 | SEMEZANGES          |
| 21 | 21602 | SEMOND              |
| 21 | 21603 | SEMUR-EN-AUXOIS     |
| 21 | 21604 | SENAILLY            |
| 21 | 21606 | LADOIX-SERRIGNY     |
| 21 | 21607 | SEURRE              |
| 21 | 21608 | SINCEY-LES-ROUVRAY  |
| 21 | 21609 | SOIRANS             |
| 21 | 21610 | SOISSONS-SUR-NACEY  |
| 21 | 21611 | SOMBERNON           |
| 21 | 21612 | SOUHEY              |
| 21 | 21613 | SOUSSEY-SUR-BRIONNE |
| 21 | 21614 | SPOY                |
| 21 | 21615 | SUSSEY              |
| 21 | 21616 | TAILLY              |
| 21 | 21618 | TALMAY              |
| 21 | 21619 | TANAY               |
| 21 | 21620 | TARSUL              |
| 21 | 21622 | TART-LE-BAS         |
| 21 | 21623 | TART                |
| 21 | 21624 | TELLECEY            |
| 21 | 21625 | TERNANT             |
| 21 | 21626 | TERREFONDREE        |
| 21 | 21627 | THENISSEY           |
| 21 | 21628 | THOIRES             |
| 21 | 21629 | THOISY-LA-BERCHERE  |
| 21 | 21630 | THOISY-LE-DESERT    |
| 21 | 21631 | THOMIREY            |
| 21 | 21632 | THOREY-EN-PLAINE    |
| 21 | 21633 | THOREY-SOUS-CHARNY  |
| 21 | 21634 | THOREY-SUR-OUCHÉ    |
| 21 | 21635 | THOSTE              |
| 21 | 21636 | THURY               |
| 21 | 21637 | TICHEY              |
| 21 | 21638 | TIL-CHATEL          |
| 21 | 21639 | TILLENAY            |
| 21 | 21640 | TORCY-ET-POULIGNY   |

|    |       |                        |
|----|-------|------------------------|
| 21 | 21641 | TOUILLON               |
| 21 | 21642 | TOUTRY                 |
| 21 | 21643 | TRECLUN                |
| 21 | 21644 | TROCHERES              |
| 21 | 21645 | TROUHANS               |
| 21 | 21646 | TROUHAUT               |
| 21 | 21647 | TRUGNY                 |
| 21 | 21648 | TURCEY                 |
| 21 | 21649 | UNCEY-LE-FRANC         |
| 21 | 21650 | URCY                   |
| 21 | 21651 | VAL-SUZON              |
| 21 | 21652 | VANDENESSE-EN-AUXOIS   |
| 21 | 21653 | VANNAIRE               |
| 21 | 21655 | VANVEY                 |
| 21 | 21656 | VARANGES               |
| 21 | 21657 | VAROIS-ET-CHAIGNOT     |
| 21 | 21659 | VAUX-SAULES            |
| 21 | 21660 | VEILLY                 |
| 21 | 21661 | VELARS-SUR-OUCHÉ       |
| 21 | 21662 | VELOGNY                |
| 21 | 21663 | VENAREY-LES-LAUMES     |
| 21 | 21664 | VERDONNET              |
| 21 | 21665 | VERNOIS-LES-VESVRES    |
| 21 | 21666 | VERNOT                 |
| 21 | 21667 | VERONNES               |
| 21 | 21669 | VERREY-SOUS-DREE       |
| 21 | 21670 | VERREY-SOUS-SALMAISE   |
| 21 | 21671 | VERTAULT               |
| 21 | 21672 | VESVRES                |
| 21 | 21673 | VEUVEY-SUR-OUCHÉ       |
| 21 | 21674 | VEUXHAULLES-SUR-AUBE   |
| 21 | 21675 | VIANGES                |
| 21 | 21676 | VIC-DE-CHASSENAY       |
| 21 | 21677 | VIC-DES-PRES           |
| 21 | 21678 | VIC-SOUS-THIL          |
| 21 | 21679 | VIEILMOULIN            |
| 21 | 21680 | VIELVERGE              |
| 21 | 21681 | VIEUX-CHATEAU          |
| 21 | 21682 | VIEVIGNE               |
| 21 | 21683 | VIEVY                  |
| 21 | 21684 | VIGNOLES               |
| 21 | 21685 | VILLAINES-EN-DUESMOIS  |
| 21 | 21686 | VILLAINES-LES-PREVOTES |
| 21 | 21687 | VILLARGOIX             |
| 21 | 21688 | VILLARS-FONTAINE       |
| 21 | 21689 | VILLARS-ET-VILLENOTTE  |
| 21 | 21690 | VILLEBERNY             |
| 21 | 21691 | VILLEBICHOT            |
| 21 | 21692 | VILLECOMTE             |
| 21 | 21693 | VILLEDIEU              |
| 21 | 21694 | VILLEFERRY             |

|    |       |                          |
|----|-------|--------------------------|
| 21 | 21695 | VILLENEUVE-LES-CONVERS   |
| 21 | 21696 | VILLENEUVE-SOUS-CHARIGNY |
| 21 | 21698 | VILLERS-LA-FAYE          |
| 21 | 21699 | VILLERS-LES-POTS         |
| 21 | 21700 | VILLERS-PATRAS           |
| 21 | 21701 | VILLERS-ROTIN            |
| 21 | 21702 | VILLEY-SUR-TILLE         |
| 21 | 21703 | VILLIERS-EN-MORVAN       |
| 21 | 21704 | VILLIERS-LE-DUC          |
| 21 | 21705 | VILLOTTE-SAINT-SEINE     |
| 21 | 21706 | VILLOTTE-SUR-OURCE       |
| 21 | 21707 | VILLY-EN-AUXOIS          |
| 21 | 21708 | VILLY-LE-MOUTIER         |
| 21 | 21709 | VISERNY                  |
| 21 | 21710 | VITTEAUX                 |
| 21 | 21711 | VIX                      |
| 21 | 21712 | VOLNAY                   |
| 21 | 21713 | VONGES                   |
| 21 | 21714 | VOSNE-ROMANEE            |
| 21 | 21715 | VOUDENAY                 |
| 21 | 21716 | VOUGEOT                  |
| 21 | 21717 | VOULAINES-LES-TEMPLIERS  |

Préfecture de la Côte-d'Or

21-2019-08-22-001

Arrêté préfectoral n°613 du 22 août 2019 portant interdiction de la tenue, au centre-ville de toute manifestation non déclarée du samedi 23 août 2019 à 8 heures au lundi 26 août 2019 à 8 heures.



## PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

**DIRECTION DES SECURITES**  
BUREAU DEFENSE ET SECURITE

### **Arrêté préfectoral n° 613 portant interdiction de la tenue, au centre-ville, de toute manifestation non déclarée du samedi 23 août 2019 à 08h00 au lundi 26 août 2019 à 8H00**

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté,  
préfet de la Côte d'Or  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 211-1 à L. 211-4 ;

**Vu** le code pénal et notamment ses articles 222-14-2, 431-3 et suivants ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 27 avril 2018 nommant Monsieur Bernard SCHMELTZ, Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté, Préfet de la Côte-d'Or ;

**Vu** le décret du 27 avril 2018 nommant Monsieur Christophe MAROT, secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 652/SG du 26 juillet 2018 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric SAMPSON, Directeur de Cabinet du Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, préfet de la Côte d'Or ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité de police compétente de concilier l'exercice de manifester avec les impératifs de l'ordre public ; que dans ce cadre, elle se doit de prendre les mesures de nature à prévenir, outre les infractions à la loi pénale, les troubles à l'ordre public, à partir de l'appréciation qu'elle fait du risque qu'ils surviennent, ainsi que de leur intensité ;

**Considérant** que, dès lors, répondent à ces objectifs, des mesures qui définissent des périmètres dans lesquels des restrictions au droit de manifester sont prises notamment à l'égard de rassemblements ne bénéficiant d'aucune organisation susceptible de l'encadrer et présentant des risques de troubles graves à l'ordre public, afin de garantir la sécurité des personnes et de biens ;

**Considérant** que le centre-ville historique de Dijon est constitué de bâtiments accolés les uns aux autres, de ruelles étroites (voire piétonnes) ; qu'il abrite un grand nombre de bâtiments publics (préfecture, banque de France, conseil régional, conseil départemental, hôtel de ville, cité administrative), monuments historiques, commerces et centre commercial ;

**Considérant** au vu de ces caractéristiques, que la protection des personnes et des biens dans ce secteur est incompatible avec le déroulement d'une manifestation de grande ampleur, tant au regard des risques de troubles à l'ordre public (saccages de bâtiments publics ou de commerces, difficultés d'intervention pour les forces de l'ordre qu'à la sécurité), qu'à la sécurité civile (incendies difficilement maîtrisables, mouvement de foule dangereux) ;

**Considérant** les violences commises systématiquement contre les Forces de Sécurité Intérieure ;

**Considérant** que, pour assurer la sécurité de la manifestation prévue à Dijon, des renforts humains et matériels significatifs sont nécessaires en matière de sécurité publique et civile ; que, toutefois, compte tenu de la configuration précitée du centre-ville de Dijon et des caractéristiques prévisibles de la manifestation, ces moyens ne permettent pas de garantir, en centre-ville, la sécurité des personnes et des biens ;

**Considérant** qu'il résulte de tout ce qui précède qu'il apparaît proportionné aux risques de borner un périmètre géographique d'interdiction de manifester dans le centre-ville de Dijon ;

Sur proposition du secrétaire général ;

### **Arrête**

**Article 1** : Toute manifestation est interdite du **samedi 24 août 2019 à 08h00 au lundi 26 août 2019 à 8H00** à Dijon à l'intérieur du périmètre du centre-ville de Dijon, tel que figurant, sur le plan annexé au présent arrêté

**Article 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication en Préfecture et en mairie, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L. 521-2 du code de justice administrative.

**Article 3** : Le Directeur de Cabinet du Préfet de la Côte d'Or, et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Dijon, le 22 août 2019

Le Préfet,  
pour la préfet et par délégation,  
le Directeur de Cabinet

signé Frédéric SAMPSON

Préfecture de la Côte-d'Or

21-2019-08-22-002

périmètre d'interdiction relatif a l'arrêté préfectoral n°613  
du 22 août 2019

